

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Intérêt de la France

dans les

Placements Coloniaux

Thèse présentée et soutenue

LE 10 MARS 1922

par

Henry BLONDEL

Administrateur-délégué de la " Compagnie d'Études en Afrique "

Administrateur du " Maroc Immobilier "

Administrateur de la " Société d'Automobile et de Mécanique "

Président :

M. Auguste SOUCHON, Membre de l'Institut, professeur

Suffragants :

M. PERREAU, professeur

M. Joseph HITIER, professeur



LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

:: Marcel RIVIÈRE & C^{ie} ::

:: 31, Rue Jacob, PARIS ::

L'Intérêt de la France

dans les

Placements Coloniaux

Thèse présentée et soutenue

LE 10 MARS 1922

par

Henry BLONDEL

Administrateur-délégué de la " Compagnie d'Études en Afrique "

Administrateur du " Maroc Immobilier "

Administrateur de la " Société d'Automobile et de Mécanique "

Président :

M. Auguste SOUCHON, Membre de l'Institut, professeur

Suffrageants :

M. PERREAU, professeur

M. Joseph HITIER, professeur

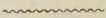


LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

:: Marcel RIVIÈRE & C^{ie} ::

:: 31, Rue Jacob, PARIS ::

UNIVERSITÉ DE PARIS



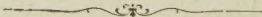
FACULTÉ DE DROIT



THÈSES DE DOCTORAT



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



L'INTÉRÊT DE LA FRANCE

DANS LES

PLACEMENTS COLONIAUX

I

Position de la question

Nécessité de mettre en valeur notre domaine colonial pour substituer aux produits de provenance étrangère les produits de nos colonies. -- La situation économique exige l'amélioration de la balance commerciale de la France. -- Le Domaine colonial (Bref résumé historique et dénombrement) doit prolonger l'action et augmenter le rayonnement de la Métropole.

Pendant cinq ans, toutes les forces des principales nations ont été tendues vers un seul but : la Victoire.

Aucune d'entre elles n'a été plus cruellement éprouvée que la France : les corps de ses soldats ont fait un rempart devant lequel se sont heurtés en vain les assauts ; ses usines, par un travail de jour et de nuit, ont alimenté le front de tout ce qu'une guerre, qui était industrielle autant que militaire, réclamait de canons, de munitions, de produits chimiques et de matériel de toute sorte.

Rien n'a été épargné, nous avons utilisé tout ce que produisaient notre sol national et nos colonies ; nous avons fait appel à l'étranger pour tout ce qui nous manquait. Aucun sacrifice ne nous a paru trop lourd, il importait de vaincre, et les milliards nécessaires à la victoire ont été largement, généreusement dépensés (1).

(1) Le chiffre de notre dette oscillerait entre 250 et 290 milliards. (Conf. de M. Célier, anc. direct. du mouvement général des fonds, Ecole des Sciences Politiques, 9 déc. 1921.)

La guerre terminée, il a fallu procéder à l'examen de la situation de notre pays, et les constatations faites ont montré à quel point il avait été éprouvé.

La perte d'une partie de notre élite, 2.500.000 grands blessés, mutilés ou affaiblis, des dommages matériels considérables (1), dix de nos plus riches départements, dévastés ; la substitution du papier à la monnaie métallique rendue nécessaire (2), et notre balance commerciale déficitaire ont été les causes de l'avilissement de notre franc.

Pour réparer les ruines et les ravages causés par l'agression ennemie, une réorganisation économique et financière s'impose à la France, qui se voit dans l'obligation nécessaire d'utiliser pleinement toutes ses ressources.

Dans tous les domaines, les perturbations ont été profondes ; mais certaines, et non des moindres, œuvres de l'ennemi, doivent, aux termes du Traité de Versailles, être réparées par lui. La solidarité militaire qui a contribué à donner la victoire devrait être complétée, sinon d'une solidarité financière dont n'ont pas voulu les Alliés, du moins d'une solidarité morale, nous permettant de soutenir, avec la dernière énergie, nos droits aux réparations qui résultent surtout de ce que la France a servi de champ de bataille commun.

Si nous étions sûrs de recouvrer les dépenses mises à la charge de l'Allemagne, nous pourrions équilibrer notre budget sans faire appel à de nouvelles ressources ; nous pourrions assainir nos finances ; nous pourrions réduire notre circulation fiduciaire.

Mais ce serait encore insuffisant. Pour que la France prenne la place à laquelle ses traditions, son rayonnement intellectuel, sa puissance économique, nationale et coloniale lui donnent droit, pour qu'elle reçoive enfin la récompense d'une victoire que le monde entier doit aux capacités du commandement français, au courage indomptable de la troupe et aux vertus de tout un peuple, il faut que

(1) Les dégâts causés aux bâtiments et à l'outillage industriels atteignent 3.800 millions ; en y comprenant les marchandises et approvisionnements enlevés, les dommages s'élèvent à 7.620 millions (valeur 1914). Les estimations officielles en valeur 1920 dépassent 35 milliards.

Ne sont pas compris dans ce chiffre les dommages causés aux voies ferrées, valeur 1914 1.996 millions, ni ceux causés aux mines, valeur 1914 1 milliard, ni les pertes pour privation de jouissance et le manque à gagner jusqu'à complète reconstitution. Le rétablissement intégral de nos régions envahies exigera plus de 120 milliards de francs. (Louis Pommery, *Revue des Sciences Politiques*, juill.-sept, 1921.)

(2) Couverture en encaisse métallique par rapport aux billets en circulation : Espagne, 72,01 0/0 ; Etats-Unis d'Amérique, 64,69 0/0 ; Suisse, 64,12 0/0 ; Hollande, 59,13 0/0 ; Angleterre, 31,30 0/0 ; France, 14,50 0/0.

la France tire parti, bien mieux qu'elle ne le fait, de toutes les richesses de son patrimoine.

Depuis 1913, l'augmentation de nos importations sur nos exportations est de nature à inquiéter tous ceux qui voient dans le chiffre déficitaire de notre balance commerciale, une des causes de l'appauvrissement de la nation et de l'avilissement du franc. L'examen des statistiques établies par l'Administration des douanes est très probant à cet égard :

En milliers de francs (1)

Années	Importations	Exportations	Excédent des importations
1913.....	8.341.332	6.880.217	1.541.115
1914.....	6.402.169	4.868.834	1.533.335
1915.....	11.035.794	3.937.369	7.098.425
1916.....	20.640.419	6.214.594	14.425.825
1917.....	27.554.055	6.012.698	21.541.357
1918.....	22.306.284	4.722.694	17.578.690
1919.....	35.799.267	11.879.600	23.919.667
1920.....	35.404.951	22.434.757	12.970.194
1921.....	23.548.473	21.553.101	2.015.372

En 1920, et surtout en 1921, une amélioration sensible s'est produite ; c'est malheureusement une amélioration plus factice que réelle. Elle provient pour une grande part du ralentissement de nos achats de matières premières, et aura pour conséquence une certaine diminution en 1922 et 1923 de nos produits fabriqués.

La période de crise que nous traversons se prolonge. Il faut attribuer les causes de cette durée :

1° A la cherté de la main-d'œuvre produite d'une part par l'application de la loi de huit heures, qui n'est souvent à l'étranger qu'en projet ; d'autre part, par la faiblesse de notre natalité ;

2° A la concurrence que nous font les usines allemandes, stimu-

(1) Ces chiffres ne reflètent pas d'une façon rigoureuse le bilan commercial de la France. Il faut tenir compte pour plusieurs centaines de millions, des sommes laissées par les étrangers dans notre pays sous forme de rémunérations aux hôteliers, achats divers.

Quant aux capitaux français placés à l'étranger, dont il faut également tenir compte, les revenus qu'ils nous procurent et qui redressaient avantageusement notre balance sont considérablement réduits du fait de la défaillance de la Russie, du Mexique, de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie.

La contre-partie : les placements faits en France par les étrangers à la faveur de la baisse du franc sont devenus très importants.

lées par la prime à l'exportation, résultant de la dépréciation du mark.

Il faut sortir de la situation actuelle, restaurer nos finances, équilibrer notre balance commerciale, assurer à notre industrie les débouchés qui lui manquent.

Nous essaierons de montrer dans ce travail que c'est par la mise en valeur de notre domaine colonial, par l'utilisation de plus en plus complète des immenses ressources qu'il nous offre que la France peut prétendre à la situation à laquelle elle a droit.

Nous signalerons en particulier la part prise par les placements coloniaux dans le portefeuille français.

* * *

La mise en valeur de terres lointaines a autrefois préoccupé les pouvoirs publics. ~~Des avances de plusieurs millions lui furent con-~~
~~senties.~~

Louis XIII encouragea la fondation des premières compagnies de colonisation en leur accordant certains avantages : la souveraineté et la propriété des territoires qu'elles se proposaient de coloniser ; le monopole du commerce avec la colonie et l'exemption des droits de douane pour les marchandises importées ou exportées entre elles et la métropole.

Richelieu, Colbert donnèrent une impulsion énergique aux efforts des Compagnies des Indes Occidentales et des Indes Orientales. Des avances de plusieurs millions lui furent consenties.

L'esprit public encouragé par la Royauté se passionna bientôt pour ces entreprises lointaines ; des faveurs royales furent accordées à tous ceux qui participeraient au système plus financier que colonisateur de l'Ecossais Law.

Si les résultats ne répondirent pas aux espérances, il faut tenir un large compte des difficultés que rencontrèrent ces premières grandes Sociétés : l'insuffisance des renseignements géographiques était manifeste et la longueur et le péril des voyages rendaient la surveillance impossible.

Mais, malgré leur insuccès, malgré les pertes supportées par les actionnaires, ces entreprises créèrent en France *un courant colonial*. C'est peut-être grâce au bruit dont furent entourées leur naissance et leurs premières manifestations que les Français pensèrent au monde extérieur ; que des vocations de navigateurs et de grands explorateurs se firent jour, et qu'au dix-septième siècle la France pût se constituer le plus grand empire colonial de l'époque.

C'est parce que l'Angleterre redoutait notre suprématie mari-

time et coloniale qu'elle nous suscita tant de querelles au dix-huitième siècle.

Le traité d'Utrecht, puis celui de Paris, nous enlèvent nos colonies de l'Amérique du Nord, l'Inde, la moitié des Antilles et le Sénégal ; nous perdîmes la prépondérance, car la nation qui possède l'Inde et le Canada restera la première puissance coloniale du monde (1).

Malgré nos efforts au cours de la guerre d'Indépendance, et malgré la restitution lors du Traité de Versailles d'une partie des conquêtes faites par les Anglais à la suite de la guerre de Sept Ans, nous ne pûmes jamais reprendre notre situation. La chute de Napoléon consumma la ruine finale de notre première Empire colonial (2).

Le gouvernement de la Restauration ne put que maintenir et affirmer nos droits, là où nous pouvions encore les faire valoir ; la Monarchie de Juillet accrut notre domaine colonial par la conquête de l'Algérie et par la fondation d'établissements sur la côte occidentale d'Afrique, dans l'Océan Indien, en Océanie.

Le Second Empire en doubla l'étendue par des acquisitions importantes : la Nouvelle-Calédonie, le cours du Sénégal, toute la côte ouest africaine depuis le Cap Blanc jusqu'à la Gambie anglaise, enfin et surtout la Cochinchine (3).

Ce n'est qu'après la guerre de 1870 que la France a consolidé sa puissance coloniale actuelle en ajoutant aux quelques possessions dispersées qui, comme le dit très bien M. Sarraut (4), demeurèrent jusque-là comme les témoins mélancoliques et fiers des magnifiques espérances des siècles passés, l'immense patrimoine, progressivement conquis, de nos grands établissements d'Afrique et d'Asie.

Il convient d'abord d'indiquer très brièvement l'importance de notre domaine colonial ; il nous place au deuxième rang immédiatement après la Grande-Bretagne.

(1) Arthur Girault, *Principes de colonisation*, p. 101.

(2) Marcel Dubois et Terrier, *Les Colonies françaises, Un siècle d'expansion coloniale*.

(3) M. Robert Doucet, *Les Colonies devant l'Opinion*, estime que depuis la Restauration jusqu'à la fin du siècle, il y a eu en France absence complète de plan d'ensemble et quasi-indifférence de la plupart de nos gouvernements (excepté Jules Ferry). Notre empire extérieur a été le fruit du hasard ou, plus exactement, le résultat spontané du progrès des moyens de communication et du développement industriel et commercial de l'Europe.

(4) Albert Sarraut, *Projet de loi portant fixation d'un programme de mise en valeur des colonies*. Doc. parl., Ch. des députés, p. 1574.

Il comprend :

1° Le groupe de l'Afrique du Nord, avec

L'Algérie : superficie 757.388 kilomètres carrés, population : 5.492.559 habitants ;

La Tunisie : superficie 130.000 kilomètres carrés, population : 1.050.000 habitants ;

Le Maroc : superficie 600.000 kilomètres carrés, population : 550.000 habitants ;

Soit au total une superficie de 1.305.288 kilomètres carrés, et une population de 11.892.559 habitants.

2° Le groupe de l'Afrique Occidentale Française, avec

Le Sénégal, la Mauritanie, le Soudan français, la Haute-Volta, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, le territoire de Zinder et le Togo.

Superficie : 4.721.700 kilomètres carrés ; population : 12 millions 568.000 habitants.

3° Le groupe de l'Afrique Equatoriale Française, avec

Le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari, le Tchad et le Cameroun.

Superficie : 2.687.190 kilomètres carrés ; population : 7.950.000 habitants.

4° Madagascar et les Iles Comores.

Superficie : 582.180 kilomètres carrés ; population : 3.500.000 habitants.

5° Le groupe de l'Indochine, avec

La Cochinchine, le Cambodge, l'Annam, le Laos, le Tonkin et le Quang-Tchéou-Wan.

6° Le groupe des Gouvernements Autonomes, qui comprend :

En Afrique : la Côte des Somalis, la Réunion ;

En Asie : les Etablissements de l'Inde Française ;

En Amérique : Saint-Pierre-et-Miquelon, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane ;

En Océanie : la Nouvelle-Calédonie, Tahiti.

Soit 239.080 kilomètres carrés et une population de plus d'un million d'habitants.

Le total général place sous les drapeaux de la France 10.311.638 kilomètres carrés de superficie, habités par une population de 52 millions et demi d'êtres humains.

La comparaison de notre pays avec les autres nations colonisatrices donne le résultat suivant :

Le drapeau anglais flotte sur la cinquième partie des terres émergées : 35 millions de kilomètres carrés avec 404 millions d'habitants ; le domaine des Pays-Bas comprend plus de 2 millions de kilomètres carrés et 48 millions d'habitants, presque autant que notre empire colonial ; le Portugal avec 2 millions de kilomètres carrés, et la Belgique avec 2.400.000 kilomètres carrés, ont chacun une population coloniale légèrement inférieure à 10 millions d'habitants ; les Etats-Unis ont près de 2 millions de kilomètres carrés et 10 millions d'habitants ; le Japon a 22 millions de population coloniale, et qu'enfin l'Italie et l'Espagne ont chacune 1.500.000 kilomètres carrés et une population de 1.623.000 pour la première et 694.000 pour la seconde.

Nos colonies, par l'importance de la superficie, par l'extrême variété de leur situation, par la diversité de leurs climats, peuvent satisfaire tous les besoins : colonies d'exploitation, colonies de peuplement, colonies mixtes. Nous les possédons toutes ; leur commerce s'évalue par des chiffres qu'il importe que nous indiquions tout d'abord :

	Importation 1919	Exportations 1919
Afrique du Nord.....	1.596.090.418	1.754.006.328
A. O. F.	300.432.268	329.826.568
A. E. F.	9.776.616	29.296.242
Madagascar	98.972.737	177.167.590
Indo-Chine	751.073.202 (1)	1.050.893.532
Gouvern. Autonomes.....	358.769.258	574.321.022
Soit au total.....	3.115.115.499	3.915.511.282

Trois milliards aux importations, près de quatre aux exportations, c'est un résultat qui ne répond pas aux magnifiques possibilités de notre domaine colonial. Nous nous efforcerons de montrer quelle impulsion nous pourrions donner au mouvement commercial de nos colonies.

La France ne tire pas de son empire le parti que sa situation économique et financière commande impérieusement ; l'importance relative du commerce de la métropole avec les colonies est à peine du dixième ; 90 0/0 du commerce se fait avec les pays étrangers.

L'examen des moyennes quinquennales des parts respectives,

(1) Les importations de l'Indo-Chine ont atteint en 1920 1.097.300.000 fr.

des pays étrangers et des colonies dans notre commerce spécial est significatif.

Entre 1903 et 1907, nous avons importé de l'étranger pour 4.670 millions ; de 1908 à 1912, pour 6.272 millions, et de 1913 à 1917, 13.627 millions.

La moyenne de la part de nos importations en provenance de l'étranger ressort à 92,01 0/0. Nos colonies ne nous fournissent que 7,99 0/0 de nos importations.

Les statistiques de 1920 ne sont pas meilleures : sur 32.179 millions d'importations, nos colonies ne nous fournissent que 3.225 millions.

Aux exportations, la situation est un peu plus satisfaisante. Nos colonies, de 1903 à 1907, ont exporté à l'étranger 4.298.700.000 ; de 1908 à 1912, 5.189.500.000 ; de 1913 à 1917, 5.211.300.000, soit une moyenne de 86,27 0/0 ; la France a exporté aux colonies : de 1903 à 1907, pour 587.700.000 ; de 1908 à 1912, pour 768.900.000 ; de 1912 à 1917, pour 801.400.000.

Enfin, en 1920, sur nos 22.434 millions d'exportation extérieure, la part des colonies est de 3.385.500.000.

Cette situation ne peut durer et nous dirons avec M. Jean Morel, rapporteur du budget des colonies au Sénat : « Les questions coloniales cessent d'appartenir à la politique purement nationale. Les vieilles nations ont toutes les yeux tournés vers les terres nouvelles. C'est l'expression d'un intérêt économique universel qui, stimulé par les besoins grandissants du monde en matières premières, se tourne vers les territoires vierges où reposent d'immenses ressources inutilisées et attend que les maîtres de ces domaines livrent enfin ces richesses à la circulation mondiale. »

IMPORTATIONS

PRODUITS	DE L'ÉTRANGER		DES COLONIES		VALEUR TOTALE en FRANCS	
	en 1913	en 1919	en 1913	en 1919	en 1913	en 1919
Soies.....	360.145.425	971.390.800	933.470	2.547.700	361.079.165	973.938.500
Vins.....	119.246.245	366.149.760	152.539.350	344.891.660	271.785.595	711.044.420
Laines.....	687.300.605	1.912.780.800	14.446.725	92.477.150	707.747.330	2.005.257.950
Houilles.....	583.994.688	2.969.914.160	2.230	7.250	583.996.918	2.969.921.410
Coton.....	577.265.582	1.493.047.800	1.229.235	8.718.500	578.494.818	1.501.766.300
Céréales.....	480.267.813	2.243.603.900	84.988.470	495.178.730	565.255.983	2.738.782.630
Graines oléagineuses.....	285.815.136	571.401.717	101.736.345	318.666.069	387.551.478	894.067.786
Peaux et pelleteries.....	224.453.333	591.008.100	24.771.992	174.379.600	248.925.325	765.387.700
Bois commun.....	205.014.811	356.130.473	5.037.439	9.588.650	210.052.250	365.719.123
Café.....	205.635.610	914.601.690	1.888.560	20.652.540	207.514.170	934.654.230
Cuivre.....	196.866.692	210.851	1.513.213	825.140	198.379.905	211.676.140
Huile de pétrole et de schiste.....	164.573.770	648.587.264	2.091	24.883	164.575.861	648.612.147
Caoutchouc.....	103.598.400	202.881.600	49.184.800	40.536.900	122.783.200	243.418.500
Lin.....	117.092.573	26.272.060	»	»	117.092.573	26.272.060
Minerais divers.....	103.833.742	83.208	3.872.421	13.013.647	107.706.163	96.221.822
Sucres.....	5.217.489	1.041.007	29.084.428	104.305.530	34.301.917	1.445.312.530
Viandes fraîches ou conservées.....	34.761.119	715.786.620	6.133.423	23.562.815	40.894.542	739.349.435
En y ajoutant les :						
Fruits, plumes, jute, cuirs, pâtes de cellulose, riz, poissons, de mer, zinc, cacao, plomb, étain, tabacs, œufs, platine, huiles, bois exotiques, graines, margarine, espèces médicinales, tourteaux, soufre, huile d'olive, cornes de bétail, légumes divers, thé, manioc, vanille, millet.....	997.538.470	3.414.828.466	247.016.668	879.932.324	1.216.454.978	4.294.770.615
TOTAL.....	5.430.211.604	18.737.451.210	694.380.567	2.528.719.088	6.124.592.171	21.266.170.298

Toutes les nations sont en plein déséquilibre, les rapports des peuples entre eux sont troublés, désorganisés, et où que l'on veuille jeter les regards, on constate que les Etats les plus divers, les plus éloignés, les plus opposés, souffrent de difficultés inextricables par leur complexité.

Tout un ensemble de nations, celles que l'on a accusées d'être les bénéficiaires de la guerre, celles dont le cours des devises se rapproche le plus de l'étalon d'or (qu'elles soient fixées sur d'autres continents ou tout près de nous, comme l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et les Pays Scandinaves), ne peuvent plus exporter leurs produits, dont le prix de revient, quoi qu'elles fassent, demeure trop cher. Leur industrie, handicapée par la concurrence du bloc de l'Europe centrale, est dans une situation inquiétante ; le nombre important des chômeurs peut amener des troubles dans la vie sociale de ces pays.

Toutes ces nations se tournent vers les marchés à conquérir : vers la Russie, dont elles espèrent le retour à la vie économique et les commandes nécessitées par sa remise en état, vers les pays neufs, à mettre en valeur.

Si la France souffre moins que d'autres des perturbations amenées par le bouleversement des changes, sa situation est cependant assez défavorable pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires pour se soustraire à la rançon excessive que certains pays exigent d'elle.

C'est en francs que l'importateur français paiera la production indigène, et plus grande seront nos importations coloniales, plus rapidement sera rétablie notre balance commerciale et assainie notre monnaie (1).

Certes, l'accroissement de nos exportations doit marcher de pair avec la renaissance de notre industrie et de notre commerce. Mais il est une grosse part des importations qui ne saurait être diminuée : c'est celle des matières premières que la métropole ne produit pas, et selon l'expression de M. Albert Sarraut, « à défaut d'une diminution, on peut rechercher *un déplacement* d'importation en substituant la provenance des colonies à celle des pays étrangers et obtenir ainsi indirectement un relèvement de notre change ». Et il ajoute : « L'examen de nos diverses importations révèle l'existence de fissures par lesquelles le peu d'or que nous avons s'échappe à flots pressés.... Il faut agir.... agir aux colonies, c'est assurer le salut de la France et celui des colonies elles-mêmes. » (2)

(1) Sarraut, *op. cit.*

(2) Daniel Zolla, *Nos achats de produits coloniaux*, Revue des Sciences Politiques, janv., 5 juin 1921.

L'examen du tableau général (1) de nos importations nous montre qu'en 1919, sur 22 milliards de francs, 2.500 millions viennent seulement de nos colonies. De ces 22 milliards, nous estimons que plus de la moitié peut nous être procurée par un empire colonial où se rencontrent toutes les variétés de climats et partant de cultures.

Nous ne voulons pas nous livrer à l'étude détaillée de nos richesses coloniales ; de nombreux ouvrages traitent à fond cette question (2) ; il nous semble cependant indispensable d'exposer brièvement : 1° l'aide que la métropole pourrait retirer de ses colonies en s'y procurant les matières premières qu'elle va chercher à l'étranger ; 2° l'effort que les capitaux français pourraient accomplir dans la mise en valeur du domaine colonial.

(1) Voir tableau général, p. 11.

(2) Nous signalons en particulier la documentation récente de MM. Dewavrin, Delibert et Houdard, *Comment mettre en valeur notre domaine colonial ?* Marcel Rivière, 1920.

Et. du Vivier de Streel, *La Politique coloniale d'après-guerre*, Ligue Française, janv. 1920.

II

Produits coloniaux sur lesquels les efforts commerciaux et financiers de la France pourraient principalement se porter.

1° *Les céréales* (1). — Il serait inadmissible, étant donné nos richesses agricoles de l'Afrique du Nord, que la métropole continuât à demander à l'étranger ce que notre domaine colonial lui offre en telle abondance. Les chiffres de nos importations en céréales en 1919 sont encore influencés par les contre-coups de la guerre ; une partie de notre sol, et non les régions les moins fertiles, n'ont pu apporter son contingent normal à la production du pays. Le chiffre de 2.243.603.900 semble dépasser les besoins alimentaires normaux d'un pays essentiellement agricole comme la France.

Le perfectionnement de nos méthodes culturales, l'utilisation judicieuse des engrais, l'augmentation de nos ressources en matières fertilisantes grâce aux potasses d'Alsace et aux phosphates de l'Afrique du Nord doivent améliorer nos rendements à l'hectare. Et, si une insuffisance est à craindre, les stocks de blé d'Algérie, Tunisie, Maroc, le maïs de l'Afrique occidentale française, de l'Indo-Chine et de Madagascar peuvent, et au delà, couvrir nos besoins. Il est d'ailleurs réconfortant de voir la part prise par nos colonies au ravitaillement de la métropole en céréales, et de constater qu'avant-guerre nous n'importions que le septième de notre déficit, mais qu'en 1919 nous en importions le cinquième. Cette proportion progressera encore.

C'est au travail intensif de nos colons de l'Afrique du Nord que nous devons cette amélioration ; il est bon de signaler à côté de l'appui militaire qu'ils nous ont fourni pendant la guerre, cette aide matérielle si importante.

(1)

CEREALES

Importations en France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	25.392.668	3.887.424	29.280.092
— 1919	24.638.536	7.140.669	31.779.205
Francs 1913.....	480.267.813	84.988.170	565.255.983
— 1919	2.243.603.900	495.178.730	2.738.782.630

2° *Les laines* (1). — Le développement de notre industrie textile dépend essentiellement des conditions dans lesquelles elle peut se procurer sa matière première ; les principaux centres de production de la laine sont l'Argentine et l'Australie ; or, ces deux pays ont un change fort élevé et leur éloignement rend les transports onéreux.

L'Afrique du Nord offre, pour le développement du troupeau ovin, les plus belles espérances (2) : les laines marocaines sont déjà estimées par les industriels et donnent lieu à des transactions commerciales, dont la valeur s'accroîtra le jour où il aura été possible d'amener les indigènes à renoncer à certaines pratiques détestables, tel que l'emploi de cisailles au lieu de tondeuses. Le troupeau, actuellement de 5 millions de têtes, pourrait aisément être doublé.

Les magnifiques perspectives ouvertes à l'élevage du mouton en Afrique du Nord et particulièrement au Maroc préoccupent à tel point les Australiens qu'une mission d'études a manifesté, après visite détaillée des principaux centres d'élevage ovin au Maroc, la crainte de voir dans un avenir proche s'établir une concurrence désastreuse pour les produits australiens.

Enfin, à Madagascar et en Indo-Chine, le cheptel ovin pourrait être considérablement augmenté.

3° *Le coton* (3). — La question du coton mérite une attention particulière. La France, augmentée de l'Alsace-Lorraine, demande pour le ravitaillement de ses usines plus de 300.000 tonnes de coton par an. Or, trois pays seulement sont actuellement gros producteurs de

(1)

LAINES

Importations en France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	2.758.427	92.270	2.855.697
— 1919	1.558.091	101.309	1.659.400
Francs 1913.....	687.300.605	14.446.725	701.747.330
— 1919	1.912.780.800	92.447.150	2.005.257.950

(2) Geoffroy Saint-Hilaire, *L'Agriculture et l'Elevage en Afrique du Nord, Les Animaux domestiques au Maroc*.

J. Blanc, *Etude sur les laines marocaines*. . . .

(3)

COTONS

Importations de France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	3.288.612	7.635	3.296.247
— 1919	2.169.021	16.450	2.185.471
Francs 1913	577.265.583	1.229.235	578.494.818
— 1919	1.493.047.800	8.718.500	1.501.766.300

coton : ce sont les Etats-Unis, les Indes et l'Egypte. Ces trois pays ont un change élevé.

Sur le marché des Indes et de l'Egypte, l'industrie anglaise exerce naturellement une prépondérance marquée. Le marché des Etats-Unis, de beaucoup le plus important, puisqu'il fournit au monde 60 0/0 de sa consommation en coton, est notre gros fournisseur. La presque totalité de nos 300.000 tonnes en provient. Nous touchons ici un problème d'où peut dépendre l'avenir de notre industrie cotonnière.

Au cours de la guerre, les demandes de tissus de coton furent très nombreuses. Nos industriels, pour la plupart en pays occupé, ne purent répondre aux besoins chaque jour grandissants. Les Etats-Unis furent aussi amenés à créer des usines sur les lieux mêmes de la production du coton. Ces usines sont avantagées par le bas prix de la force motrice, par une main-d'œuvre moins onéreuse, et qui est encore peu soumise aux réglementations sociales. Elles exerceront sur l'Europe la double concurrence : 1° de l'accaparement du coton, 2° de la fabrication à meilleur compte des tissus.

Si nos industriels ne veulent pas abandonner la lutte, il faut qu'ils avisent aux moyens propres à éviter les dangers d'une telle concurrence. Il leur faut secouer le joug des trois marchés mondiaux du coton et créer dans nos colonies la matière première nécessaire à leurs besoins. Nous sommes heureux de constater que de puissantes entreprises cotonnières ont été fondées (1) ; des participations importantes ont été prises par nos filateurs, qui ont compris les dangers que leur faisaient courir la hausse du change et le manque de matière première. La mise en valeur de terrains particulièrement aptes à la culture du coton a été entreprise dans nos colonies.

Au Cambodge et dans le Bas-Annam, au Soudan, au Niger, dans la vallée du Sénégal, au Dahomey, des plantations ont été faites. On a déjà pu calculer, en se basant sur des résultats fournis par de nombreuses années d'expérience, qu'il suffirait de 2 à 3 millions d'hectares *irrigués* propres à la culture du coton pour que nous puissions trouver dans les régions que nous venons de signaler tout le coton nécessaire à la France (2).

L'industrie cotonnière est une des grandes branches de l'indus-

(1) Association Cotonnière Coloniale, Gustave Roy, président. Les ressources de cette Association paraissent faibles si on les compare à celles de la British Colonial Growing Association, au capital de 500.000 liv. st.

(2) P. Grillet, *L'Industrie cotonnière : le problème de la matière première et le coton colonial*. — *L'Economie Nouvelle*, Fédération des Industriels et Commerçants Français, mai 1919, p. 153.

trie nationale ; son développement et sa prospérité touchent aux problèmes économiques et sociaux qui se posent aujourd'hui avec plus d'acuité que jamais.

4° *La soie* (1). — La question de la soie a préoccupé nos industriels. Une mission composée de personnes qualifiées a inventorié les ressources de notre Indo-Chine. Elle est revenue en France persuadée qu'une grande partie des soies grèges que nous demandons à la Chine et au Japon pourraient être fournies par cette colonie. On peut espérer que les Soyeux Lyonnais, avec leur sens pratique et leur esprit de décision habituel, s'intéresseront largement au développement de la culture des vers à soie dans nos possessions indo-chinoises.

5° *La houille* (2). — L'examen des statistiques montre que nos importations coloniales de charbon sont infimes, et qu'en 1919 nous avons dû décaisser, par suite des dégâts subis dans nos mines du Nord, le chiffre formidable de près de 3 milliards de francs, pour achat à l'étranger du « pain de l'industrie ». La contribution de nos charbons coloniaux a été inexistante pour notre ravitaillement national. Cela s'explique du fait que nos gisements carbonifères sont situés à des distances telles que le cours du fret a prohibé leur arrivée en France ; pour nos charbonnages du Tonkin, il faut ajouter en outre la hausse du cours de la piastre indochinoise. Et pourtant, nos charbonnages du Tonkin ont vu leur production passer de 3.210.000 quintaux métriques en 1907 à 6.850.000 Qx mét. en 1916 sur lesquels 3.630.000 Qx mét. ont été exportés dans les pays avoisinants. La formation houillère indochinoise est considérable, des évaluations prudentes indiquent un gisement de 12 milliards de tonnes.

(1)

SOIES

Importations en France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	187.406	831	188.237
— 1919	140.931	551	141.282
Francs 1913.....	360.145.425	933.740	361.079.165
—	971.390.800	2.547.700	973.938.500

(2)

HOUILLES

Importations en France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	228.668.760	910	228.669.670
— 1919	220.998.250	540	220.998.790
Francs 1913	583.994.688	2.230	583.996.918
— 1919	2.969.914.160	7.250	2.969.921.410

La reconstitution et les perfectionnements d'extraction de nos mines du Nord, l'aménagement de nos chutes d'eau, le développement de la houille blanche et de la houille verte doivent à l'avenir combler dans une large mesure notre insuffisance en force motrice et diminuer nos demandes extérieures.

Si, par suite des distances et du poids du charbon, nos colonies ne peuvent être d'un grand secours pour la métropole, le développement de nos gisements coloniaux et l'exportation de leurs produits dans la région avoisinante nous procurera indirectement des ressources importantes.

Nos services de navigation en seront les premiers bénéficiaires.

Il est bon de constater que nous avons également à Madagascar et en Nouvelle-Calédonie des couches carbonifères très riches, avec toutes les variétés, depuis l'anthracite jusqu'à la houille cokéifiable, et qui ne sont difficiles à exploiter que faute de moyens de transport.

6° *Le café* (1) Nos achats coloniaux ont quadruplé pendant la période 1913-1919, tandis que les achats à l'étranger ne faisaient que doubler, mais ces chiffres sont encore bien faibles, si l'on songe à toutes les parties de notre domaine colonial où le caféier pousse remarquablement : Madagascar, Guadeloupe, Indo-Chine, Nouvelle-Calédonie. Toutefois, en raison de la main-d'œuvre considérable qui est nécessaire, il faudra de longues années pour développer cette culture au point de combler le déficit de notre production nationale.

7° *Les graines oléagineuses* (2). — Une grande amélioration s'est produite, puisque nous n'achetons plus, au lieu de 70 0/0 de ce qui nous est nécessaire, que 50 0/0 à l'étranger ; non seulement nous

(1)	CAFES		
	<i>Importations en France</i>		
	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	1.142.357	10.492	1.152.849
— 1919	2.032.381	44.561	2.076.942
Francs 1913.....	205.625.610	1.088.560	207.514.170
— 1919	914.601.690	20.052.540	934.654.230

(2)	GRAINES OLEAGINEUSES		
	<i>Importations en France</i>		
	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	6.865.794	2.767.520	9.633.314
— 1919	2.896.206	2.558.571	5.455.277
Francs 1913.....	285.815.136	101.736.342	387.551.478
— 1919	575.401.717	318.666.069	894.067.786

avons dans nos colonies toutes les variétés demandées, mais dès maintenant la production est plus forte que l'exportation.

8° *Les bestiaux, les viandes fraîches et conservées* (1). — Les chiffres fournis par les statistiques de l'Administration des Douanes ne semblent avoir qu'une valeur assez relative, la guerre ayant nécessité un besoin considérable de viande de conserve. Pour éviter de faire à notre cheptel national des emprunts trop nombreux, nous avons été obligés de nous adresser à l'Amérique du Sud et à l'Australie.

Nos colonies de Madagascar, avec son cheptel bovin de 7 millions de têtes et son cheptel porcin de 1 million de têtes ; du Soudan et de la Guinée, avec leurs 5 millions de bovins, pourraient se substituer à l'étranger pour la fourniture des viandes.

L'énorme consommation de viande de conserve provoquée par la guerre a amené la création d'usines avec aménagements frigorifiques pour le traitement des viandes. Nos capitaux se sont portés volontiers dans cette voie. Il existe sept usines à Madagascar, dont deux fabriquent la viande frigorifiée, et trois la viande de conserve ; deux enfin se sont spécialisées dans le traitement du porc. On estime à 18.000 tonnes de viande, dont 11.000 de viande conservée et 7.000 frigorifiée, la production possible de ces usines. Le troupeau malgache peut largement fournir, après un prélèvement important pour la consommation locale, 200.000 têtes disponibles par an.

Les années qui viennent de s'écouler ont été particulièrement avantageuses pour les éleveurs et pour les exportateurs de bestiaux et de viandes ; mais avec le retour aux conditions de paix, la consommation de la viande diminuera. En outre, la reconstitution de notre cheptel se fait très rapidement, et dès maintenant on ne doit plus s'attendre à revoir les hauts prix du bétail.

Nous craignons donc qu'un certain nombre d'entreprises frigorifiques ou de conserves de viande ne se soient un peu illusionnées sur les profits à tirer de cette branche d'industrie, et notamment au Maroc, où nous avons examiné de près la question : l'entreprise fondée à Casablanca, capable de traiter cent bœufs par jour,

(1) BESTIAUX ET VIANDES FRAICHES ET CONSERVES

Importations en France

	Etrangères	Coloniales	Total
Quintaux métriques 1913.....	229.900	535.376	765.276
— 1919	2.701.924	326.278	3.028.202
Francs 1913.....	42.874.256	46.687.625	89.561.881
— 1919	756.519.810	93.396.800	849.916.670

nous semble d'une réalisation prématurée. Pour abattre des bœufs destinés à la frigorification, il faut des animaux en bel état d'engraissement et, sauf dans quelques exploitations européennes, tout le cheptel bovin marocain est impropre à la mise en frigorifique. Nous pensons pourtant que les entreprises d'élevage, de plus en plus nombreuses et de mieux en mieux dirigées, amélioreront la race autochtone par des croisements judicieux et par l'importation de reproducteurs de choix. La récolte des fourrages et leur bonne répartition aux périodes sèches, l'aménagement d'albris pour les animaux doivent en très peu de temps imprimer au cheptel marocain une transformation complète (1).

L'A. E. F., qui possédait un troupeau de dix millions de têtes, vient de le voir réduit de moitié par suite de la peste bovine, mais il se reconstituera rapidement. En outre, l'Indo-Chine, avec son troupeau d'un million et demi tant de bœufs que de buffles et ses deux millions et demi de porcs, pourrait combler tout danger d'insuffisance.

L'importance de notre cheptel colonial devrait susciter des initiatives en vue de l'utilisation des peaux et des cuirs, à l'exemple de l'Angleterre, qui demande aux Indes les cuirs légers des vachettes et chèvres qui servent à la fabrication mondiale des articles de voyage.

En janvier 1919, une enquête faite par le Ministère des colonies a permis d'affirmer que l'Indochine pourrait fournir 2.100 tonnes ; l'A. O. F. 2.000 tonnes ; Madagascar 6.180 tonnes.

En y ajoutant nos autres colonies, nous pourrions aisément arriver à nous procurer 17.000 tonnes de peaux et cuirs ; or, nous n'en importons que 53.000.

9° *Les métaux et minerais.* — Si la France est riche en fer, nos colonies le sont également ; nous en trouvons au Tonkin, à Madagascar, en A. O. F. et au Congo. La Nouvelle-Calédonie possède du chrome et du nickel en abondance. Mais il faut mettre nos gisements en valeur, et les capitaux à investir de ce chef sont considérables ; l'examen de notre tableau annexe montre qu'un gros effort a déjà été accompli ; il est malheureusement dispersé dans trop d'entreprises différentes. Mettre en valeur des gisements miniers implique des dépenses de premier établissement extrêmement élevées, car l'exploitation est le plus souvent fonction de l'aménagement et de la construction de routes, voies ferrées, voies fluviales, ports.

(1) Le dessèchement des merdjidas du Sebou et l'exploitation à l'européenne de l'élevage de cette région.

10° *Le riz.* — Les importations de 1919 sont en régression sur celles de 1913 ; la cause en est la hausse de la piastre indochinoise (1), qui a favorisé les importations de riz de Birmanie au détriment du riz indochinois. Notre Indochine non seulement peut nous fournir ce qui nous est nécessaire, mais peut exporter en dehors de la métropole. De puissantes sociétés, telles que les Rizeries d'Extrême-Orient, vont donner à cette culture les perfectionnements indispensables à l'augmentation du rendement.

11° *Le bois.* — Pour un pays qui a eu à reconstituer cinq de ses plus beaux départements et à faire face à l'énorme consommation nécessaire aux besoins d'une guerre d' « abris », le montant total de nos importations en bois n'est pas extrêmement élevé. Mais les 35.358.000 fr. que nous payons aux Pays Scandinaves pour compléter nos importations coloniales devraient être diminués ; il suffit de le vouloir pour trouver intégralement dans notre domaine d'outre-mer tous les bois nécessaires.

Nous possédons maintenant la description de la richesse forestière de nos colonies et nous savons désormais les ressources qu'elles contiennent. L'Afrique équatoriale renferme 30 millions d'hectares de bois d'œuvre, et d'après les études du commandant Bertin, l'Afrique centrale recèlerait 775 millions de mètres cubes de bois dont 160 millions utilisables pour l'obtention de pâte destinée à la papeterie. Si nous examinons nos arrivages coloniaux, nous constatons que le Congo envoyait avant guerre 60.000 tonnes de bois au seul port de Hambourg, contre 40.000 pour toute la France. Les Allemands nous revendaient des bois travaillés provenant de nos propres possessions (2). Aussi est-il illogique au plus haut point de s'adresser aux Pays Scandinaves à végétation lente et où notre monnaie perd de 50 à 75 0/0 de sa valeur pour nous procurer les 200 millions de francs de pâte de cellulose nécessaire à notre industrie du papier. En utilisant nos forêts coloniales, le bambou, la paille de riz, le trank ou herbe à paillotte en Indochine, au Gabon, le papyrus cypérus qui couvre des peuplements étendus, et l'alpha de l'Afrique du Nord, nous avons de quoi répondre, et au delà, à nos besoins.

La mise en œuvre de l'industrie du papier aux colonies demande à la fois de puissants capitaux et une connaissance technique approfondie.

Le groupement des grandes industries françaises que le pro-

(1) 17 fr. en 1920, autour de 6 fr. actuellement.

(2) Auguste Pawlowski, *L'Industrie du bois, les ressources coloniales*. Bulletin Economique du Sémaphore de Marseille, 26 juin 1921.

blème du papier intéresse est éminemment souhaitable. Ce groupement pourrait s'inspirer des idées qui ont présidé à la création du Consortium des Compagnies françaises de Chemins de fer pour l'exploitation de la forêt équatoriale, destinée à leur fournir les traverses nécessaires à la réfection de leurs voies ferrées ; du Groupement Lyonnais pour le développement de la culture du murier et l'élevage du ver à soie en Indochine ; du Groupement cotonnier africain et asiatique. La mise en commun de ressources techniques et financières pour la création d'entreprises coloniales puissantes est la formule qui nous paraît la plus favorable.

12° *Le caoutchouc.* — Le développement de l'industrie automobile en France a mis depuis plusieurs années la question du caoutchouc à l'ordre du jour. Les plantations d'hévéas et de caoutchouc sylvestre se sont développées avec une prodigieuse activité ; la production mondiale, principalement malaise, a même dépassé la consommation. Les planteurs se voient obligés de prendre certaines mesures destinées à restreindre la plantation afin d'éviter un affaissement exagéré des cours. Notons que tant en Indochine, pays dont la production annuelle atteint 7 à 8.000 tonnes, que dans nos autres colonies, la métropole peut trouver aisément à satisfaire toutes ses demandes égales à 25.000 tonnes au plus. Contrairement aux autres exploitations, celle-ci n'a donc pas besoin d'être poussée davantage.

13° *Divers autres produits*, tels que les poissons de mer (1). — Les ressources de nos colonies devraient nous permettre de nous passer entièrement de l'étranger. Les côtes de l'Afrique occidentale et équatoriale française sont exploitées par des particuliers et par des groupes financiers qui ont des moyens puissants. Nous savons que d'autres projets sont en cours pour tirer parti des richesses mises par la nature à notre disposition, tant sur les côtes de l'Atlantique qu'à Madagascar et qu'en Indo-Chine. Nos armateurs à la Grande Pêche qui, depuis des siècles, pratiquent le banc de Terre-Neuve, s'intéressent tout particulièrement à l'extension de leurs entreprises dans l'hémisphère Sud.

Comme pour le bétail, la question de l'installation d'usines frigorifiques ou de conserves et l'aménagement de bateaux spéciaux se pose. Les capitaux désireux de s'intéresser au développement de cette industrie trouveront là d'importants débouchés.

(1) En 1919, importation de l'étranger, 79.320.000 ; de nos colonies, 163.472.000.

III

Réfutation de quelques idées émises sur les dangers actuels de la Colonisation. -- Ses avantages.

Sans reprendre la discussion sur les avantages théoriques de la colonisation, question qui a été copieusement traitée (1), nous nous bornerons à dire que c'est une tâche qui s'impose à toute nation soucieuse de son développement et de sa prospérité.

Toutefois, il nous semble indispensable de réfuter quelques griefs dont on continue à accabler les protagonistes de l'expansion coloniale.

Tout d'abord, celui de la question de l'émigration. On continue parfois à soutenir que le sang dont la métropole se prive en faveur de ses colonies a pour conséquence de l'affaiblir. Les gouvernements ont été pendant très longtemps hostiles à l'émigration, surtout ceux des pays où l'accroissement de la population était lent (Espagne, France, Angleterre). Or, l'expérience confirme que ce sont les régions d'un Etat où l'émigration s'effectue avec le plus d'intensité qui sont celles où les naissances continuent le plus à l'emporter sur les décès (2) ; il semble qu'au lieu d'un appauvrissement, ce soit au contraire un stimulant.

Il existe en outre une catégorie d'individus, caractères exceptionnels, que, selon les paroles de Leroy-Beaulieu, « les formes trop douces et trop lentes de nos vieilles sociétés semblent enchaîner au lieu de soutenir, et dont le départ ne peut appauvrir la métropole ; humiliés et inquiets, ils risqueraient de devenir des ferments de troubles et de discordes ». D'autre part, une lutte qui vient d'occuper si héroïquement tant d'esprits ardents et de caractères vigoureux rend disponible une foule d'hommes impatientes des loisirs de la paix et des perspectives bornées du travail monotone des ateliers ou des bureaux.

On reproche également aux colonies de coûter cher. De conclure à l'examen d'une balance commerciale déficitaire que nos colonies coûtent à la métropole plus qu'elles ne lui rapportent, il n'y

(1) *La Colonisation chez les peuples modernes*, Paul Leroy-Beaulieu, pp. 437 et suiv. Arthur Girault, *Principes de Colonisation*, Marcel Dubois, etc.

(2) Région du Nord de la France, de l'Est, Hautes et Basses-Pyrénées, provinces méridionales de l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne.

a qu'un pas. Si encore, ajoute-t-on, cela permettait d'affirmer que la différence en plus du total des importations sur celui des exportations est le seul déficit créé par la colonisation, on pourrait admettre que cette insuffisance est compensée par quelques avantages, et notamment par la valeur considérable des créances acquises par un pays assurant par ses propres moyens le transport de ses marchandises. Le fait pour les colonies de réserver l'exclusivité ou la majeure partie de leur fret à des compagnies de navigation françaises concourt en fin de compte à l'amortissement des dépenses engagées par la métropole. Mais on est trop facilement tenté de passer sous silence l'usure formidable de capital humain que coûtent nos colonies. Les pertes sanglantes nécessitées par la conquête de l'Algérie, de la Tunisie, du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, etc., sont tristement éloquentes. Et si, officiellement, nous pouvons dénombrer nos tués et nos blessés, nulle statistique n'indique le nombre de ceux qui, après un séjour dans des contrées malsaines, dans des conditions de vie déplorables, ont apporté à leur retour en France le germe du mal qui devait les enlever prématurément. Pour quelques-uns que la vie de la brousse, du désert ou de la forêt équatoriale achève de tremper, combien reviennent affaiblis physiquement et moralement, aigris, inaptes désormais aux grands efforts, intoxiqués, anormaux !

Les plus belles pages d'un Loti ou d'un Farrère, en magnifiant les enchantements produits par la nature, ne voilent pas les souffrances de ceux qui vivent loin des leurs, dans des conditions pénibles et dans l'attirance de funestes passions.

Mais, en face de ces quelques griefs, que d'avantages on trouve au développement de l'expansion coloniale ! Si les colons emportent avec eux des capitaux, la Métropole retrouve au bout de bien peu de temps par les remises que les anciens émigrants font au pays qu'ils ont quitté la compensation de leur absence (1).

L'augmentation du bien-être par la découverte de nouvelles sources de production ; l'ouverture de nouveaux marchés pour le débit de produits manufacturés incitent à l'essor de notre industrie, et quelles que soient les difficultés que peuvent nous créer les autres pays, le commerce avec les colonies nous restera. On n'a pas à craindre avec lui la création de droits différentiels dans les tarifs douaniers.

En cas de conflit commercial, nous pouvons attendre des magistrats et des administrateurs coloniaux une justice plus impar-

(1) Le montant des souscriptions aux emprunts de la Défense Nationale recueilli par le Ministère des Colonies a dépassé 600 millions.

tiale et plus facile qu'en des pays de langue et de coutumes différentes des nôtres. Le commerce entre la métropole et les colonies a quelque chose de cette régularité et de cette permanence dont jouit le commerce intérieur. Il faut l'encourager, car même en dehors des raisons de balance commerciale, de change et d'augmentation de puissance créés par la mise en valeur des colonies, c'est le fret d'aller qui commande le fret de retour, et c'est dans la mesure où la métropole sert de débouché aux produits coloniaux que les colonies servent de débouché aux marchandises métropolitaines.

Les frais entraînés par la nécessité de leur gestion sont bien peu de chose en comparaison de cette augmentation de puissance.

Il faut que les fonctionnaires coloniaux soient bien payés : c'est une nécessité à cause de l'éloignement, c'est indispensable pour obtenir un cadre administratif élevé nécessaire au bon renom de la France (1). Les frais de transport, d'hospitalisation et d'entretien des troupes, si considérables soient-ils, ne doivent pas faire hésiter.

Ces charges iront d'ailleurs en diminuant ; les budgets coloniaux devront s'équilibrer, les impôts directs ou indirects qui ne peuvent, sous peine d'évasion fiscale, qu'être très modérés, verront leurs recettes augmenter. Ce qui rend le plus souvent le budget des colonies déficitaire, c'est le retard dans leur mise en valeur et le manque de moyens de communication ; l'exemple le plus typique des colonies onéreuses est l'Afrique équatoriale française : dans l'état actuel, notre grande possession africaine n'a pas un kilomètre de rails ; l'absence de moyens de transport avec l'extérieur s'oppose à l'évacuation des produits (2) ; dès qu'une communication directe permettra cette évacuation, le mouvement commercial de l'Afrique équatoriale française augmentera dans de notables proportions et ses budgets seront alors alimentés par d'importantes recettes qui lui font actuellement défaut (3).

(1) L'emploi d'agents indigènes au fur et à mesure de la pénétration de la civilisation et du développement dans nos colonies allégera considérablement les budgets. Il importe d'ailleurs que l'Européen ne remplisse pas des fonctions trop subalternes.

(2) L'activité économique d'un pays dépend de l'étendue des voies ferrées.

Pay	Population	Longueur des voies ferrées	Pourcentage des exportations par habitant
Canada	7.500.000	49.272 km.	328 fr.
Australie	5.000.000	30.500 —	300 —
Afrique du Sud.....	6.000.000	25.696 —	277 —
Argentine	8.000.000	37.436 —	224 —
Algérie	5.000.000	4.400 —	141 —
A. O. F.	12.000.000	2 000 —	96 —
Tunisie	1.850.000	1.712 —	57 —
Congo Belge	9.000.000	1.300 —	8.50
Afrique Equatoriale...	6.000.000	000 —	6 —

(3) Archimbault, député, Rapport général sur le budget des colonies, pp. 122 et 125.

Nous ne voulons pas nous étendre sur l'utilité des colonies au point de vue militaire ; les souvenirs de la guerre sont encore trop présents pour qu'il soit nécessaire de rappeler longuement : 1° le rôle qu'ont joué les cadres formés par la guerre coloniale grâce à l'habitude qu'ils avaient prise des responsabilités et des initiatives. La plupart des chefs qui se sont révélés au cours de la campagne étaient passés par les colonies ; 2° que l'effectif des coloniaux combattants et travailleurs atteint 835.000 hommes (535.000 soldats indigènes dont 260.000 pour l'Afrique du Nord). Ces chiffres se passent de commentaires.

La loi de recrutement en projet fait état pour la constitution de nos effectifs en temps de paix de 250.000 hommes environ à recruter dans nos colonies ou pays de protectorat. Une trentaine de régiments indigènes seraient, d'après les prévisions en cours, stationnés dans nos garnisons de la Métropole (1).

L'utilisation des forces indigènes et des ressources de toutes natures de nos possessions d'outre-mer et cette conception d'une grande France de 100 millions d'habitants demande que nous ayons, en cas de conflit, la possibilité de nous assurer un passage sur les routes maritimes. Le maintien de la puissance maritime de la France est indispensable pour sauvegarder de toute atteinte la souveraineté de son empire colonial. Il faut intensifier le développement de nos deux marines, car navires de guerre et navires de commerce se trouveront les uns comme les autres utilisés pour la grande lutte ; la célèbre parole du cardinal de Richelieu a reçue une éclatante confirmation : « Sans l'empire de la mer, on ne peut ni soutenir la guerre, ni profiter de la paix. »

Au point de vue commercial, il est surabondamment prouvé que la marchandise suit le pavillon ; notre tonnage actuel de 2 millions 543.635 tonneaux, à peine supérieur à celui d'avant-guerre, n'a pas encore l'importance qui devrait correspondre au commerce maritime de la France (2).

Si les armateurs subissent du fait de la crise mondiale une très grave atteinte, la mise en valeur de notre domaine colonial et le fret lourd de sortie procuré par les minerais de fer de l'Ouest et de l'Est et par les potasses d'Alsace permettent d'espérer le retour d'une période fructueuse pour les compagnies de navigation.

(1) Général de Castelnau, président de la Commission de l'Armée, *Echo de Paris*, 24 déc. 1921.

(2) Paul de Rousiers, *La Marine marchande française pendant la guerre et depuis la guerre*, Revue des Sciences Politiques, oct.-déc. 1921.

La mise en valeur de nos colonies peut provoquer un afflux de matières premières et de produits de toutes sortes. Si ces produits sont également fournis par le sol français, on peut craindre une concurrence désastreuse pour notre industrie nationale.

L'arrivée de matières premières obtenues à des prix de revient moins élevés par suite de la richesse de nouvelles sources de production, et une main-d'œuvre moins chère, peut-elle être dangereuse ? Nous ne le croyons pas et nous estimons qu'il est souhaitable qu'un abaissement notable du prix de la vie en résulte rapidement. Il serait funeste pour l'avenir général du pays que, sous prétexte de maintenir des situations acquises, on vienne entraver notre développement colonial. Toutefois, si des concurrences trop âpres se font sentir, il appartiendra aux pouvoirs publics de prendre exceptionnellement les mesures nécessaires pour éviter une crise.

L'essor agricole et industriel de nos colonies est de nature à porter un coup très funeste à certains profits nationaux (1). Il est probable que des entreprises actuellement florissantes iront en périlissant. Si les entreprises anciennes ne sont pas rajeunies, aiguillées dans une autre direction, elles sont destinées à sombrer.

Dans le domaine agricole notamment, nous verrons notre élevage très concurrencé par les immenses troupeaux de l'Afrique du Nord, de Madagascar et de l'A. O. F. Le perfectionnement des transports, l'aménagement des frigorifiques amèneront sur le marché les animaux à des prix inquiétants pour nos éleveurs.

Le développement de la viticulture en Algérie et Tunisie, et bientôt au Maroc, créera (une fois de plus) les plus grandes inquiétudes dans nos départements du Midi (2).

L'exploitation des immenses richesses forestières de l'A. O. F. et de l'A. E. F. influera désagréablement sur les ventes de bois en France.

Les céréales produites par notre Afrique du Nord viendront certainement causer, dans notre population agricole, de graves perturbations. Mais, pour l'instant, sauf pour la viticulture, nous n'en sommes pas à cette période.

(1) La note dominante d'un grand nombre de Français a été pendant longtemps, selon l'expression de M. Méline, « d'accepter de prendre aux colonies les produits naturels, mais de ne pas entendre que nos colonies viennent faire concurrence à nos produits manufacturés ».

Voir notamment sur les différentes théories émises sur cette question le chapitre de M. Camille Guy sur « l'évolution dans la mise en valeur de notre domaine colonial », et Marcel Dubois, Arthur Girault, Paul Leroy-Beaulieu, qui ont examiné à fond cette question.

(2) Paul Raynal, *Le Vignoble français et l'Afrique du Nord*, Th. Paris, 1912.

Il faut que les entreprises rurales, grâce à leurs syndicats (1), examinent les raisons profondes de leur dépérissement et les craintes qu'elles peuvent avoir d'une mévente de leurs produits par suite des concurrences qui leur seront créées. Il faut qu'à la faveur d'un personnel plus instruit elles entrent, plus qu'elles ne le font, dans la voie des perfectionnements industriels de leurs procédés de culture. Il faut que l'enseignement agricole se généralise et que les entreprises culturales soient administrées d'une façon plus rationnelle et plus scientifique.

Nos rendements à l'hectare sont insuffisants.

Si la mise en valeur de nos colonies est de nature à créer des concurrences à la métropole, elle lui fournira des engrais à meilleur compte et notamment des phosphates. Il faudra les utiliser.

Enfin, il faut prévoir que nos colonies arriveront *au stade industriel*. On a pu objecter, en faisant emploi d'arguments de valeur, que le développement intensif de notre domaine colonial provoquerait inmanquablement une crise de surproduction.

Ces arguments paraissent d'autant plus sérieux que la crise dont souffrent notre industrie et notre commerce n'est pas encore dénouée.

Il a été souvent répété, au lendemain de l'armistice, que l'Europe, après une période de cinq années de destruction systématique, aurait un matériel gigantesque à reconstruire ; après une guerre comme celle que nous venions de supporter et les pertes qu'elle avait entraînées, on supposait qu'il était nécessaire de produire, coûte que coûte produire.

Les industriels suivirent ces conseils ; ils paraissaient d'autant plus judicieux, que le monde entier était à la recherche de produits. Les commandes étaient à ce point disputées que tous les jours on pouvait enregistrer une hausse nouvelle.

Le mouvement ascensionnel des prix était exagéré et fictives un grand nombre de commandes. Cependant, le déclenchement de la crise et son intensité surprirent les industriels et les commerçants du monde entier. La mévente complète et générale qui suivait fit naître dans beaucoup d'esprits l'idée qu'il y avait surproduction dans le monde et que les usines des pays qui avaient échappé au cataclysme militaire avaient sans doute fabriqué des stocks insoupçonnés.

De là il est naturel de conclure qu'il y a tout à craindre d'une mise en valeur coloniale intensive.

(1) La Société Nationale des Agriculteurs de France donne à ce sujet un excellent exemple.

Pour notre part, nous ne croyons pas que la crise actuelle soit une crise de surproduction. Nous sommes amenés à penser avec de nombreux économistes (1) que c'est plutôt une crise de sous-consommation, un arrêt général de la demande par suite de la hausse générale des prix.

Et nous ajouterons que la mauvaise distribution des richesses et des produits a une part considérable dans cet état de choses. Les équilibres internationaux sont loin d'être repris. Il y a des millions d'êtres humains qui ne mangent pas à leur faim; ils n'utilisent pas, en raison de leur pauvreté et peut-être aussi en raison de l'état arriéré où certains sont tombés, exemple : la Russie, des produits qui semblent devenus indispensables aux peuples d'une civilisation plus avancée.

Nous croyons qu'une amélioration de la vie économique de la Russie soviétique ménagera pour l'avenir des débouchés probables.

* * *

Il faut non seulement développer nos moyens de production en France, et nous garder d'un malthusianisme économique, mais les intensifier aux colonies. Toutefois, certaines mesures nous paraissent plus particulièrement aptes à favoriser ce développement. Nous tenons à indiquer dans ce chapitre celles que nos industriels pourraient prendre eux-mêmes, en vue de s'assurer contre les risques d'une diminution dans le rendement de leur industrie métropolitaine.

Une distinction s'impose entre les colonies proches de la métropole, l'Afrique du Nord en particulier, où le danger de la concurrence n'est pas contestable, et les colonies lointaines, comme l'Indochine, où cette crainte est chimérique. La métropole ne peut vendre en Extrême-Orient avec les frets actuels et par suite de la concurrence japonaise que des produits de luxe (2).

Les centaines de millions de jaunes n'achètent que les articles bon marché. Au prix de revient de notre fabrication actuelle, et même future, prix alourdi de frais de transport, il est impossible à la France de lutter en Extrême-Orient avec les Etats-Unis et le Japon, si ce n'est par des établissements créés sur place.

Un grand nombre d'industries ne seront pas touchées par le développement industriel colonial : ce sont toutes celles où l'art entre en jeu, où l'exécution demeure un fini, une précision, un cachet, que

(1) C. Colson, réponse faite par M. Colson à la communication de M. Germain Martin sur la crise industrielle en France à la séance du 4 décembre 1920 de la Société d'Economie Politique, pp. 153 et suiv. du bulletin.

(2) Dr Legendre, *Tour d'horizon mondial*.

seul l'ouvrier français, par les qualités natives qu'il doit à ses traditions séculaires, peut fournir.

Par contre, notre métallurgie, nos filatures, notre industrie sucrière, nos distilleries, nos chauxfourneries pourraient éprouver des craintes prochaines.

Les organisations patronales actuelles sont outillées pour entreprendre l'étude des productions coloniales connexes à l'objet des pré-occupations de leurs membres.

Elles peuvent susciter de la part de leurs adhérents l'étude de ces questions et la mise en société d'entreprises aux colonies.

Des participations souscrites par des syndicats patronaux ou sous l'égide de puissants industriels ou financiers (1) pour la constitution de ces sociétés entraîneraient une étroite communion d'intérêts entre les industries de la métropole et celles des colonies. Nos sociétés coloniales prolongeraient et augmenteraient l'action des sociétés métropolitaines.

Ces filiales, administrées par des techniciens éprouvés, et selon les méthodes et avec l'appui des vieilles firmes françaises, auraient des débuts facilités et verraient leurs bénéfices futurs répartis entre les industriels participants pour atténuer les déficits que ces concurrences pourraient créer.

Le développement des moyens de communication permettra dans l'avenir une surveillance plus rigoureuse, une union plus intime avec la mère-patrie.

Les perfectionnements de la locomotion aérienne permettent à des esprits ardents, comme M. Bréguet, de prétendre que, dans quelques années, il faudra moins d'une journée de vol pour se rendre en Amérique ou au plein cœur de l'Afrique (2).

Les pays les plus aptes seront mis en valeur au détriment des autres, les industries se fonderont à proximité d'une matière première plus abondante et là où les prix de revient seront moins onéreux.

Nos industriels se montrent de plus en plus attentifs à l'étude des nouveaux problèmes qui se posent pour eux ; nous avons à

(1) La Compagnie Générale d'Extrême-Orient, fondée en 1917 par M. Cavallier, président-directeur des Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson, a réussi à grouper plus de deux cents firmes industrielles et commerciales parmi les plus importantes de France.

(2) On est déjà allé de Paris à Rabat en une journée (raid du capitaine Coli et du lieutenant Rocet) et trois fois par semaine les services réguliers de la ligne Latecoère achmine, en deux étapes, passagers et colis de Toulouse à Casablanca.

maintes reprises relevé les noms de puissants chefs d'industries dans les conseils d'administration des entreprises coloniales.

Le Maroc, en particulier, exerce un attrait prépondérant. Une des causes de sa rapide mise en valeur est, à n'en pas douter, le génie d'organisation du maréchal Lyautey et l'importance numérique et surtout la qualité des capitaux qui, grâce à lui, s'y sont portés.

Notre industrie chimique a toujours eu son attention fixée sur les marchés extérieurs parce qu'elle est spécialement sujette à en supporter les contre-coups. L'importance des participations que nos grandes sociétés de produits chimiques prennent dans la constitution des sociétés coloniales montrent à quel point elles en saisissent l'intérêt.

Ce sont des efforts de cette nature qui permettent d'entreprendre des travaux considérables d'aménagement général. En retour de l'octroi de certaines concessions, on peut imposer à ces sociétés coloniales des cahiers des charges les obligeant à la construction de chemins de fer, routes, ports. Le bénéfice de ces travaux appartient à toute la collectivité.

(1) L'exploitation des phosphates du Maroc était suivie de près par nos grosses compagnies ; plusieurs combinaisons avaient été échafaudées. Mais, par suite du régime spécial d'un pays de protectorat, la concurrence probable à l'adjudication des sociétés étrangères a déterminé l'adoption du système de la régie directe.

Les compagnies privées offraient pourtant de participer aux travaux du port de Casablanca et à la construction d'une ligne ferrée.

IV

La Mise en œuvre de notre domaine colonial. - Du rôle des hommes, du rôle de l'Etat (Emprunts coloniaux, Banques d'émission privilégiées), mesures qui faciliteraient la création et le développement des entreprises. - Rôle des capitaux. - Rôle des banques. - Tableau général des Sociétés coloniales et évaluation des capitaux investis par la France. - Conclusions à tirer de sa lecture : Individualisme, dispersion des efforts. - L'importance de notre action financière coloniale est cependant trop peu connue.

Par quels procédés, dans quel sens et quelles seraient les initiatives à encourager et, en un mot, quelle formule adopter pour la mise en valeur de notre domaine colonial ?

Nous dirons tout d'abord qu'heureusement notre expansion coloniale demande en général des capitaux bien plus que des hommes. Nous avons montré que l'émigration, au lieu de créer un appauvrissement pour la métropole, se trouverait au contraire être un stimulant ; malgré cela, un très grave problème se poserait si une nécessité impérieuse se faisait sentir, d'envoyer dans nos possessions plusieurs milliers de Français. Les pertes cruelles de la guerre sont venues accroître les inquiétudes causées par notre si faible natalité, et la crainte d'enlever à nos campagnes une main-d'œuvre rurale diminuée pourrait à juste titre créer dans le pays un fort courant d'opposition.

Désormais, nos colonies, sauf quelques exceptions, dont l'Afrique du Nord, sont situées dans la zone torride où l'Européen ne s'acclimata qu'exceptionnellement ; ce ne sont plus des colonies de peuplement que nous avons en grande majorité, mais des colonies d'exploitation. Or, ces colonies, si elles réclament un certain nombre d'hommes pour s'y établir, ne les exigent pas très nombreux ; elles demandent la qualité beaucoup plus que la quantité.

Les rigueurs du climat ne permettent généralement pas aux Européens le travail musculaire. Ce qu'il faut, ce sont des administrateurs, des industriels, des techniciens, des surveillants. La main-d'œuvre proprement dite doit être presque exclusivement fournie par les indigènes.

Sauf pour les ouvriers spécialisés dont l'arrivée aux colonies répond à un besoin certain (besoins dont ils peuvent prendre connaissance aux Offices et Bureaux économiques de nos colonies en France), il faut se garder soigneusement d'encourager l'envoi d'artisans quelconques dénués de ressources. Trop souvent, hélas ! les gens qui veulent émigrer sont ou des paresseux ou des hommes

d'un caractère capricieux qui croient toujours améliorer leur situation en la changeant. Nous signalons aussi le danger et l'attraction exercée sur trop de bons Français par le commerce de détail. Aux colonies, les boutiques sont accaparées par des indigènes ayant une teinture de civilisation ; en Afrique du Nord, par les Juifs ; ailleurs, par les Chinois, Levantins, mulâtres. L'issue de la lutte que l'Européen pourrait engager contre eux n'est pas douteuse : les frais généraux minimes du petit commerce local indigène, l'absence du confort, indispensable à l'Européen, une vie autrement frugale interdisent à ce dernier d'entrer en concurrence avec l'indigène.

Il faut comme émigrants des hommes robustes, courageux et patients. Ce sont les seuls dont les colonies retirent des avantages. S'ils n'ont pas les capitaux nécessaires à leur établissement immédiat, ils doivent avoir la patience d'attendre leur tour d'entrer en action. Ils emploieront leurs années d'expectative à observer, à se perfectionner sous tous les rapports, et à mettre de côté leur capital. Les sociétés sérieuses, où les hommes de cette trempe peuvent trouver une occupation conforme à leurs goûts et à leurs ambitions, sont nombreuses.

Il ne faut pas de « prolétariat blanc » en concurrence avec l'indigène dans les situations infimes.

Nous n'avons d'ailleurs pas les moyens d'exporter cette catégorie de Français, notre population s'est trop raréfiée.

Ce qu'il faut à nos colonies, ce sont des capitaux.

Etant donné les distances, les transports et les difficultés de toute nature, la mise en exploitation de nos possessions d'outre-mer ne peut se faire qu'en y investissant des sommes considérables.

La plupart des échecs enregistrés ont eu pour cause l'insuffisance des moyens employés. La formule du groupement des capitaux dans le cadre de sociétés est donc presque indispensable à adopter.

Nous ferons toutefois une exception que nous tenons à signaler : en Afrique du Nord, le problème se présente sous un jour très différent. Là, il est souhaitable de voir s'établir le plus possible de paysans de France qui s'attachent au sol et qui y fassent souche (1).

(1) L'Afrique du Nord ne doit pas être pour nous un comptoir comme l'Inde ; c'est une terre française qui doit être le plus tôt possible peuplée, possédée et cultivée par des Français. Il n'y a que deux façons de concevoir la destinée future de la France : ou bien nous resterons ce que nous sommes, nous consommant sur place dans une agitation intermittente et impuissante, au milieu de la rapide transformation de tout ce qui nous entoure, et nous tomberons dans une honteuse insignifiance ; ou bien 80 à 100 millions de Français fortement établis sur les deux rives de la Méditerranée maintiendront à travers le temps le nom, la langue et la légitime considération de la France. Etienne Antonelli, *l'Afrique et le Traité de Versailles*, et Prévost-Paradol, *La France Nouvelle*.

En Tunisie, il est de toute urgence d'opposer à l'envahissement italien une population française enracinée. Et nous croyons que nos pouvoirs publics devraient faciliter dans une très large mesure l'accession de la petite propriété aux cultivateurs venus de France (1).

En Algérie et au Maroc, il faut, à côté des sociétés nécessaires à la mise en œuvre des grandes entreprises, un noyau de Français qui s'y fixeraient.

Pour assimiler les indigènes, il faut créer entre eux et nous une solidarité d'intérêts, et cette solidarité se crée inévitablement si un grand nombre de Français font souche aux colonies et vivent avec eux en contact permanent. « Pour conserver nos colonies à la France, il faut que la France vienne aux colonies. » (2)

(1) Jules Saurin, *Vingt années de colonisation*. Diverses publications du Comité Bugeaud sur le peuplement français de la Tunisie. Boilley, *La Tunisie agricole*, Thèse Paris.

(2) Prévost-Paradol, *La France Nouvelle*.

L'examen du tableau des emprunts des colonies françaises, emprunts dont presque la totalité a été consacrée à des dépenses de mise en valeur, montre l'importance des capitaux investis.

Colonies	Total des emprunts (1)	Part consacrée à la mise en valeur
A. O. F.	228.999.282	222.999.282
A. E. F.	47.999.858	47.999.858
Madagascar	103.504.030	85.807.030
Indo-Chine	380.643.798	380.643.798
Réunion	1.399.998	
Inde	5.621.000	5.621.000
St-Pierre-Miquelon	500.180	500.180
Martinique	4.587.262	4.127.262
Guadeloupe	8.704.890	4.100.000
Nouvelle-Calédonie	9.749.564	9.000.000
Tunisie	316.193.000	
Algérie	300.000.000	
Maroc	405.624.000	
	1.813.486.802	

EMPRUNTS DES VILLES

Constantine	5.724.000
Aumale	300.000
Bône	1.000.000
Blidah	1.133.000
Constantine	5.500.000
Orléansville	384.500
Sidi bel Abbès	1.871.048,09
—	580.000
Souk-Ahras	905.000
	17.297.548,09

(1) Il y aurait en outre lieu de tenir compte de la garantie d'intérêts accordée au Chemin de Fer de l'Indo-Chine et du Yunnan, capital 76 millions ; au Chemin de Fer et au Port de la Réunion, capital 66 millions (loi du 24 juin 1877) ; au Chemin de Fer d'Éthiopie, capital 56.300.000 fr. (loi du 6 avril 1902) et 73 millions (loi du 3 avril 1909).

Malheureusement, on constate que c'est « par petits paquets » que cet effort s'est produit ; le résultat est que ces faibles emprunts émiettés eux-mêmes en une poussière de dépenses se sont traduits en une poussière de travaux, par des œuvres souvent mal faites. La parcimonie a tourné en fâcheux gaspillage.

Le programme déposé au nom du gouvernement par M. Al. Sarraut demande à être abordé avec toute la puissance des moyens et l'intensité d'action créatrice dont nous pouvons disposer.

Nous ne méconnaissions pas cependant qu'à défaut d'un emprunt colonial général, chaque colonie pourrait procéder avec des chances de réel succès à des émissions partielles dont elles assureraient le service d'intérêt et l'amortissement.

L'union administrative de l'Indo-Chine et de nos possessions d'Océanie donnerait à nos îles du Pacifique l'essor qu'elles réclament, et la flotte, les colons, les capitaux et la main-d'œuvre qui pourraient rapidement assurer leur prospérité.

Les six banques coloniales d'émission : Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, A. O. F., Indo-Chine, ont un capital social de 87.600.000 fr.

Le montant de la circulation fiduciaire de ces mêmes banques atteignait à la clôture de l'exercice 1919 : 609.950.316 fr.

Les opérations d'escompte, de prêts, d'encaissements et de changes étaient, pour l'ensemble de ces six établissements (nous exceptons la Banque de l'Algérie), de 2.310.299.470 fr. (1).

Nous serions donc mal fondés de nous plaindre de l'organisation bancaire officielle de nos colonies ; nous estimons même qu'au point de vue de la circulation des billets et du crédit à court terme elle est satisfaisante.

Par contre, le crédit à long terme, à l'industrie et au commerce, et le Crédit Foncier qui sont beaucoup plus de l'essence des banques privées, est encore peu organisé. Il ne faut pas méconnaître les graves risques inhérents à ces sortes d'opérations aux colonies.

Nous devons signaler la voie dans laquelle s'est engagée la

(1)	BANQUES D'EMISSION COLONIALES			
	Capital	Circulation fiduciaire		Encaisse
	—	en 1911	en 1919	métallique 1919
Banque d'Algérie.....	27.000.000			
— de l'A. O. F. ...	6.000.000	16.511.705	79.318.660	10.748.908
— Réunion	3.000.000	8.183.535	13.687.115	3.115.667
— Guadeloupe .	3.000.000	7.594.435	18.432.795	1.906.491
— Indo-Chine	72.000.000	73.381.600	474.968.200	60.999.300
— Martinique	3.000.000	5.851.045	17.936.800	1.707.548
— Guyane	600.000	2.333.940	5.586.235	1.402.103

A ce groupe peut se joindre la Banque d'Etat du Maroc, qui assure l'exercice et l'exploitation des droits et privilèges résultant de l'acte d'Algésiras et notamment l'émission de billets. Les actions du groupe allemand ont été reprises par la Banque d'Algérie, et ne restent en présence avec la France et l'Empire chérifien que le groupe anglais et le groupe espagnol.

Les banques coloniales A. Michel, *l'Information*, 16 mars 1911.

Banque de l'Algérie, lors du renouvellement de son privilège, en créant la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, au capital de 12.500.000 fr., dont le fonds social est en outre grossi par une prestation de 10 millions, faite par la société-mère, moitié à fonds perdus, moitié à titre d'avance remboursable en 1945.

Il faut donc encourager nos capitaux à se porter de plus en plus nombreux du côté de la mise en valeur de notre domaine colonial. C'est le principal but de ce travail, d'essayer de montrer d'une part ce qui a déjà été fait dans cet ordre d'idées, et d'autre part ce qu'il resterait encore à faire. Nous ne croyons pas à la très grande efficacité des mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre. En matière de placements, le capitaliste français est trop enclin à l'individualisme, et aux exemples donnés par son entourage, pour que l'influence du gouvernement pèse beaucoup dans sa décision.

Cependant, certaines mesures générales permettraient de trouver moins difficilement en France les capitaux nécessaires à notre expansion coloniale, et, en présence des difficultés rencontrées par l'Etat pour la souscription de ses rentes, nous ne voulons pas insister sur l'idée d'avoir recours à un très grand emprunt colonial ; notre dette est suffisamment importante et nous croyons plus utile de chercher d'autres moyens.

Nous signalons en ce sens les suggestions fort intéressantes de Probus, exposées tout au long dans le numéro du 28 octobre 1921 du journal de finances *Les Sociétés d'intérêt national*.

L'emprunt colonial serait naturellement destiné à l'entreprise des grands travaux d'utilité générale dont M. Sarraut, dans son magistral rapport, a donné la nomenclature ; il ne servirait à rien de mener à bien la réalisation de ce programme, si un grand nombre de sociétés françaises privées n'étaient prêtes à les utiliser ; ce travail de mise en valeur servirait alors aux sociétés étrangères.

Heureusement, le tableau que nous avons dressé des sociétés coloniales montre que la France a vraiment, depuis quelques années, fait de ce côté un vigoureux effort. Il n'y a donc pas à éprouver la crainte, en réalisant le grand programme de M. Sarraut, de mettre la charrue devant les bœufs. Il importe de poursuivre cet effort, et d'examiner si l'Etat ne pourrait autoriser les compagnies d'assurances, les sociétés d'épargne et de capitalisation à placer une partie plus importante de leurs capitaux dans les grands travaux d'intérêt général et dans les entreprises coloniales.

Elles sont actuellement obligées par le décret du 9 juin 1906 à placer leurs capitaux de réserve pour les 3/4 en valeurs bénéficiant d'une garantie officielle et pour 1/4 seulement en valeurs figurant à la cote officielle de la Bourse de Paris.

Cette étroite limitation des placements correspondait à la nécessité d'assurer pour ces entreprises des réserves soustraites à toute espèce de risques. Depuis cette époque, ces clauses restrictives répondent-elles aux nécessités d'une situation économique nouvelle ? Des spécialistes en matière d'assurances considèrent que l'on pourrait étendre sans imprudence la proposition édictée par le décret de 1906 (1). Le Ministère du travail pourrait, en effet, faire entrer, après examen minutieux, certaines sociétés coloniales dans la catégorie des valeurs admises pour l'emploi d'une plus grande partie des « réserves mathématiques » (2).

Les placements actuels des compagnies d'assurances, si l'on prend comme références ceux des onze grandes compagnies d'assurances sur la vie, sont surtout constitués par des immeubles, des fonds publics, des obligations de départements, de communes, des actions et obligations de chemins de fer. Une place pourrait être faite à la catégorie des grandes sociétés coloniales. Il y aurait lieu, bien entendu, d'entourer les valeurs de ces sociétés admises à l'emploi des capitaux de réserve, d'un certain nombre de garanties : négociations faciles en Bourse, dispositions statutaires tendant à la stabilisation des dividendes, représentation des compagnies d'assurances, d'épargne et de capitalisation dans le Conseil d'administration, enfin participation de l'Etat : par l'octroi de concessions de son domaine public et par l'adoption de contrats qui fixeraient nettement ses droits ainsi que ceux des actionnaires et des obligataires. Cette formule tend à devenir de plus en plus fréquente, et un grand nombre de parlementaires semblent l'adopter avec plus ou moins de variantes.

La réorganisation des compagnies de chemins de fer, l'exploitation de certains monopoles (téléphones en particulier), la constitution de la Compagnie nationale des matières colorantes et, par la Ville de Paris, la réorganisation de la Société des transports en commun de la région parisienne, indiquent qu'une évolution se produit dans le sens de la coopération de l'Etat dans la constitution, la surveillance, les bénéfices ou les pertes des entreprises : la gestion en étant laissée aux initiatives privées à la suite du résultat désastreux des exploitations par l'Etat.

Beaucoup de sociétés coloniales à grand rayon d'action pourraient se créer avec la collaboration de l'Etat, et notamment certaines sociétés minières, d'énergie électrique, de construction de ports, de

(1) En Allemagne, les caisses d'épargne tirent un meilleur revenu des fonds de leurs déposants par suite de l'autorisation qu'elles ont de les placer dans les entreprises de grands travaux publics.

(2) G. Ancey, *Les Compagnies de mise en valeur de notre domaine colonial*.

voies ferrées et fluviales, etc. Ce faisant, l'Etat s'assurerait pour l'avenir, des rentrées de bénéfices que réclame l'équilibre de son budget ; il contribuerait, ne pouvant le faire autrement, à la mise en valeur indirecte de nos colonies.

Nous ne voulons pas nous étendre sur la question pourtant si actuelle, et dont l'importance ne nous échappe pas, de la participation de l'Etat dans la constitution des grandes entreprises d'intérêt général ; nous sortirions du cadre que nous nous sommes tracé.

Mais, dans l'état actuel, le rôle de l'Etat peut se faire sentir de bien des manières : dans la réorganisation des transports, dans le développement à donner aux voies terrestres coloniales et dans une meilleure adaptation du service de nos lignes de navigation entre nos colonies et la métropole, par exemple. Il doit suivre avec le plus grand intérêt la question de la marine marchande ; c'est un problème d'autant plus préoccupant, que le prix des frets a considérablement baissé par suite de la concurrence des marines nouvelles créées à la faveur de la guerre. Depuis deux ans, l'exploitation de navires de commerce est devenue déficitaire (1). Les rapports aux Assemblées générales des présidents de Conseil d'administration de nos grandes compagnies de navigation éclairent ce sujet d'une façon tristement convaincante. Le jour où les entreprises coloniales seront assez puissantes pour offrir à l'armateur un tonnage important, celui-ci ne demandera pas mieux que d'augmenter le nombre de ses lignes et la fréquence des départs de ses navires ; cette nécessité d'un tonnage important et régulier nous amène à penser que c'est par le développement de certaines grandes compagnies coloniales, qu'un fret abondant et régulier sera le plus facilement procuré.

L'expérience désastreuse de la flotte d'Etat nous fait rejeter l'idée de la constitution d'une flotte appartenant en propre à la colonie.

Le rôle de l'Etat peut se faire également sentir dans l'impulsion qu'il pourrait donner à l'enseignement colonial. Il y aurait un intérêt considérable à ce que les élèves de nos Facultés, de nos écoles supérieures de commerce, de nos grands établissements d'enseignement publics et privés apprennent que nos colonies peuvent et doivent nous fournir la plupart des matières premières et des produits d'alimentation que nous achetons à l'étranger. Certaines organisations privées, comme l'Union Coloniale, et comme les Instituts Colo-

(1) Jules-Charles Roux, *Le Péril de notre marine marchande*.

G. Breton, *L'Avenir de la France*.

A. Lebon, *Problèmes économiques nés de la guerre*.

niaux de Marseille, de Bordeaux et de Nancy, donnent des exemples qui mériteraient d'être mieux suivis.

Un grand nombre d'efforts ont cependant été accomplis depuis quelques années. Citons les efforts accomplis par la création des Agences et des Offices officiels de renseignements sur les colonies.

L'Agence générale des Colonies, celle de l'A. O. F., celle de Madagascar, l'Agence Economique de l'Indochine, les Offices Algériens, Tunisiens, Marocains ont souvent donné l'idée de la formation de puissantes sociétés.

Les groupements tels que la Société de Géographie, la Société de Géographie Commerciale, les Comités de l'Afrique française et du Maroc, les Comités de l'Asie française, de l'Océanie française, des Colonies françaises, le Comité Dupleix, la Société de propagande coloniale et les divers Instituts coloniaux ont contribué dans une large mesure à orienter notre esprit public vers l'étude des problèmes coloniaux. Ils ont facilité par leurs travaux la mise à l'étude et la formation de nombreuses entreprises.

* * *

Du rôle des Capitaux et notamment de celui des Banques

Si l'étude à laquelle nous nous sommes livré montre, à n'en pas douter, que certains milieux français se préoccupent de la mise en leur de nos colonies, combien nous déplorons que ce mouvement se soit produit si tard et que nos sociétés de crédit et, à leur suite, les capitalistes français aient dirigé auparavant sur tant d'autres théâtres les forces financières de la nation.

De 1850 à 1870, l'énorme diffusion des valeurs mobilières profite surtout aux fonds d'Etat étrangers, et principalement aux fonds turcs, égyptiens et russes, ainsi qu'aux valeurs de chemins de fer des mêmes nations.

Après la guerre de 1870 et le paiement de l'indemnité de cinq milliards, les placements à l'étranger subirent un ralentissement bien explicable, mais qui ne dura pas ; ils reprennent tout de suite une nouvelle extension. Nos établissements de crédit, souvent appuyés par l'Etat, encouragent les disponibilités françaises à se porter sur les valeurs à revenu fixe et inaugurent, sous l'impulsion vigoureuse du directeur du Crédit Lyonnais, M. Germain, la politique de placements constants à leurs guichets des valeurs étrangères, principalement des fonds d'Etat. Chaque opération se dénoue complètement pour la banque à la fin de l'émission ; celle-ci encaisse une commission de placement et se désintéresse par la suite du sort des affaires placées par son intermédiaire.

La constitution d'entreprises coloniales, où la Banque doit non seulement présider à la naissance de l'affaire, mais la suivre et l'épauler en cas de besoin, est une politique autrement vigoureuse. Quoi qu'il en soit, sans revenir sur des controverses aujourd'hui périmées et qui ont eu leurs ardents apôtres et leurs défenseurs (1), et sans reprendre une discussion longuement traitée sur les avantages et les inconvénients des placements faits par la France à l'étranger, nous sommes amenés à reconnaître que le mauvais emploi de notre épargne est une des raisons principales des difficultés de l'heure présente.

Nous ne pouvons donc suivre certains partisans irréductibles des avantages de l'exportation à l'étranger de nos capitaux. Nous n'estimons pas qu'ils étaient une nécessité pour les pays qui avaient une balance favorable. Approuver ces paroles, ce serait méconnaître tout le problème de la mise en valeur de nos colonies pour lequel on aurait tant pu faire avant la guerre (2).

Les évaluations les plus sérieuses estiment qu'en 1914 la fortune mobilière de la France était de 108 à 115 milliards ; nos placements à l'étranger auraient atteint la somme formidable de 35 à 40 milliards pour M. Germain Martin (3).

Sur cette somme, nous avons pour 2 milliards en Autriche-Hon-

(1) Lysis, *Contre l'oligarchie financière en France*, réponse de Testis, Revue Politique et Parlementaire.

(2) Communication de M. Henri Gans sur *l'Utilisation des placements étrangers dans la crise des changes*, séance du 5 octobre 1920 de la Société d'Economie Politique, bull. de la Société, pp. 105 et suiv.

(3) Germain Martin, *Les Problèmes du Crédit en France*, p. 96.

Alfred Neymark, *Finances contemporaines, Les Capitaux français et les Placements étrangers*.

Désiré Theus, *Les Intérêts français dans les placements étrangers*, Thèse Aix, 1914.

Arboux, *Les Valeurs mobilières étrangères sur le marché français*, Thèse Paris, 1913.

P. Leroy-Beaulieu, *L'Economiste français*, 11 janvier 1914.

Bulletin de la Société de Statistique, A. Neymark.

André Théry, *Les Sociétés de crédit avant, pendant et après la guerre*, Thèse Paris, 1921.

grie, 800 millions en Bulgarie, 20 milliards en Russie (1), 3 milliards en Turquie, soit près de 21 milliards placés dans des pays contre lesquels nous avons fait la guerre et dont les finances publiques et privées sont sérieusement compromises.

Que n'aurait-on pu faire avec ces milliards qui quittaient chaque année nos frontières, et quel amer regret de n'avoir pu les utiliser pour l'exploitation de notre domaine colonial.

En présence de l'augmentation générale des prix, du taux élevé du loyer de l'argent, de la cherté de la main-d'œuvre, des appels incessants du Trésor public aux disponibilités de l'épargne, on éprouve maintenant de grosses difficultés à entreprendre ces grands travaux d'intérêt général où nos capitaux auraient trouvé avant guerre un si judicieux emploi.

Et comme le fait remarquer M. Germain Martin, si après quatre ans de guerre on recherche, parmi les capitaux placés hors de France, quelles valeurs ont le mieux résisté au cataclysme, on constate que les sommes confiées à nos entreprises coloniales ont offert une stabilité de cours qu'ont ignoré les détenteurs des fonds balkaniques, turcs, russes, etc. D'après cet auteur, toutes les colonies fran-

(1) Le secrétaire de la Commission pour la protection des intérêts français en Russie vient de publier quelques chiffres intéressants sur les placements des capitaux français dans l'ancien Empire des Tsars. Le Trésor français aurait avancé à la Russie environ 4 milliards de francs pour ses besoins militaires.

La dette extérieure russe, en janvier 1914, se décomposait comme suit :

Dette publique directe.....	Roubles	8.824.524.347
Emprunts d'Etat garantis.....		3.803.216.579
Total.....	Roubles	12.627.740.926

Suivant les estimations des experts, environ un tiers de cette somme était due à des Français ; cette évaluation est confirmée par le relevé établi par le bureau des biens et intérêts privés, qui a reçu des porteurs de titres de la dette extérieure ruses des demandes d'intervention pour un total de 8.926.728.650 fr., se décomposant comme suit :

Emprunts d'Etat.....	Fr.	6.480.212.000
Emprunts pour les chemins de fer.....		212.575.250
Obligations de chemins de fer.....		42.333.000
Obligations de chemins de fer publiques.....		1.676.706.000
Obligations de la Banque de Crédit Provincial.....		714.791.400
Obligations du Crédit Foncier Mutuel.....		63.111.000
Total.....	Fr.	8.926.728.650

En outre, il faut ajouter à ces chiffres 750 millions de francs d'obligations qui ne sont pas cotées en France, 1.675 millions de titres à revenu variable qui se trouvent dans les portefeuilles français et 7 milliards de francs de propriétés appartenant à des Français et situées sur le territoire russe.

Les capitaux français placés en Russie s'élèvent donc au minimum de 22.352 millions de francs.

çaises réunies, y compris le Maroc, n'auraient absorbé que 4 milliards au total.

M. du Vivier de Streel est encore plus modeste ; il estime nos placements coloniaux à 2 milliards (1).

Nous apportons notre modeste collaboration à l'évaluation du portefeuille français colonial.

En une seule année, 80 0/0 des émissions faites en France avaient été constituées par des valeurs étrangères. Les capitalistes ont pourtant tout intérêt à placer leurs disponibilités dans les colonies françaises et dans les pays de protectorat. Pour un grand nombre d'entre eux, faire un placement à l'étranger était la résultante de cette idée, qu'il était nécessaire de diviser ses risques. Divers théoriciens du placement s'étaient étendus sur ce sujet, et M. Paul Leroy-Beaulieu et Henri Lewenfeldt avaient montré l'intérêt d'une répartition géographique des portefeuilles (2).

Les bouleversements amenés par la guerre ont fourni à cette théorie le résultat d'une expérience concluante. Bien des pertes subies par des placements en Europe orientale ont été contrebalancées par les bénéfices résultant de plus-values sur les valeurs américaines, espagnoles, japonaises.

Nos colonies offrent aux capitalistes ces mêmes placements variés ; elles sont situées sous tous les climats, dans tous les hémisphères.

Sauf les bénéfices exceptionnels et momentanés provenant des changes, nos colonies donnent au rentier soucieux de « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier » les plus complets apaisements.

Le fait que les sociétés coloniales sont françaises donne une sécurité plus grande. L'actionnaire peut connaître les administrateurs, assister aux assemblées tenues le plus souvent en France, recevoir des compte-rendus. Il ne se sent pas désarmé, impuissant comme l'est l'actionnaire français d'une société étrangère. Les interminables procès intentés par des groupements de défense, comme l'Association nationale des porteurs de valeurs mobilières, aux sociétés étrangères qui opposent aux réclamations justifiées des fins de non recevoir, devraient pourtant édifier le porteur français de valeurs étrangères.

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *L'Art de placer et de gérer sa fortune*, Jacques Bainville.

Finance-Univers.

(2) Du Vivier de Streel, *op. cit.*, p. 15.

Ce sont les sociétés de crédit qui ont la plus grande part de responsabilité dans les directions imprimées au placement des capitaux. On sait toute l'influence que les grands organismes financiers exercent sur le choix de leur clientèle ; quel talent de persuasion ils savent dépenser pour introduire dans le portefeuille français les valeurs internationales les plus variées !

Il faut désormais, et nous reconnaissons volontiers le changement qui s'est opéré dans leur orientation, qu'ils prennent à cœur d'aider de plus en plus à la diffusion, dans leur immense clientèle, des titres coloniaux français.

De nombreuses entreprises coloniales sont déjà assez puissantes pour que la garantie présentée par leurs obligations ne soit plus discutée.

Nos grands établissements de crédit, par leurs agences dispersées dans toute la France, peuvent donner au rural français, c'est-à-dire à la catégorie sociale qui, dans l'ensemble de la nation, possède le plus de disponibilités actuellement, l'idée, le conseil de venir en aide aux grandes entreprises d'outre-mer.

Le développement des valeurs mobilières pénètre lentement, mais progressivement, dans les masses paysannes. Un placement en obligations hypothécaires (et notre paysan connaît bien la valeur de l'hypothèque) des grandes sociétés de culture et d'élevage, rencontrerait certainement auprès d'eux un accueil empressé.

La comparaison de l'effort financier des français avec l'effort d'autres pays comme l'Angleterre montre à quel point on est obligé de constater, une fois de plus, l'esprit d'*individualisme* qui anime nos compatriotes.

Beaucoup de bonne volonté, un grand nombre de tentatives, une dispersion inquiétante.

Le tableau des entreprises coloniales que nous avons dressé permet d'un coup d'œil de juger la multiplicité des efforts.

Une liste considérable de sociétés englobe presque toutes les affaires qui peuvent être créées.

Malheureusement, le capital investi est minime : elles ne peuvent que se borner à rester des sociétés d'études et ne pourraient songer à passer à la phase de l'exploitation.

Emprunts coloniaux Français (1).	1.813.486.802 »	Capital social	Situation
Emprunts des Villes algériennes.	17.397.548 09		fiduciaire en 1919
		Banques d'émission colo-	(sauf la Banque
		niales privilégiées (2).	d'Algérie et la Banque
Total.....	1.830.884.350 09		d'Etat du Maroc)
		430.000.000	609.829.805

CAPITAUX FRANÇAIS INVESTIS DANS LES SOCIÉTÉS COLONIALES

	CAPITAL		NOMBRE DE SOCIÉTÉS AYANT UN CAPITAL				TOTALUX
	Actions	Obligations	au-dessus de 10.000.000	de 5.000.000 à 10.000.000	de 1.000.000 à 5.000.000	au-dessous de 1.000.000	
Valeurs de l'Afrique du Nord	1.950.401.650	597.528.500	50	48	238	145	481
A. O. F. et A. E. F.	527.722.034		14	18	73	42	147
Asie.....	270.055.600	418.408.000	15	14	58	35	122
Plastres : 4.239.454, con- verties à 6.50.....	27.556.451						
Océanie.....	42.225.000	48.000.000	2	1	11	16	30
Gouvernements autonomes et Madagascar.....	179.752.000	99.170.000	6	14	37	26	83
Sociétés françaises et Ban- ques s'occupant des colo- nies en général.....	151.975.000		4	1	2	2	9
Total.....	3.150.586.735	833.166.500					

(1) Voir détail page 49.
(2) Voir détail page 50.

Soit :

Emprunts	Fr. 1.830.884.350
Banques d'émission coloniales, capital actions.....	130.000.000
Circulation fiduciaire de ces banques.....	800.000.000
Sociétés coloniales :	
Capital actions	3.150.586.735
Capital obligations	833.166.500
	Fr. 6.744.837.585

Nous approchons donc du chiffre de 7 milliards pour les capitaux investis régulièrement aux colonies.

A ce total, il y aurait lieu d'ajouter une partie des capitaux des sociétés françaises qui possèdent des agences aux colonies. (Voir Annexes, p. 69.)

Le capital investi directement ou indirectement par des Sociétés comme la Banque Industrielle de Chine, la Société Descours-Cabaud, les Etablissements Bergougnan, les Etablissements Chiris, certaines sociétés de pêche ou de conserves (Morue Française et Sécheries de Fécamp, Arsène Saupiquet, La Rochefortaise de Produits Alimentaires), les grandes compagnies de navigation en relations directes avec nos colonies, ne doit pas être inférieur à 500.000.000.

Il faut tenir compte enfin des capitaux sur lesquels nous n'avons pas d'indication : placements faits directement par des particuliers, les achats d'immeubles, les propriétés (très nombreuses en Algérie, Tunisie), les emprunts hypothécaires, les prêts divers, etc.

Aucun renseignement non plus sur les sociétés en nom collectif ou en commandite simple (moins nombreuses qu'autrefois, elles se transforment progressivement en sociétés par actions). Toutefois, certaines grosses affaires ont conservé cette forme, ex. : Delmas et Cie, Denis frères, etc., etc.

Un grand nombre de très petites affaires se bornent à revêtir la forme de l'association (1).

L'évaluation que nous pouvons faire ne peut donc avoir qu'un caractère très approximatif ; mais nous croyons qu'en estimant à 500.000.000 le total des capitaux investis de cette façon, nous nous rapprochons sensiblement de la vérité.

Nous arrivons donc au total, et c'est le chiffre auquel nous nous arrêterons à huit milliards de francs investis par la France dans ses colonies.

(1) M. A. Sarraut, compte des sociétés dont on ne connaît pas le capital social. (Sarraut, *op. cit.*)

8. ~~000~~ Milliards de francs

Nous ne sommes pas un peuple ruiné et si nous avons subi par suite de la guerre des pertes considérables, nous sommes encore capables d'accomplir de puissants efforts. Pas un seul de nos emprunts n'a subi d'échec ; environ 100 milliards de bons de la Défense en circulation et un succès constant des émissions du Crédit National et des groupements d'industriels sinistrés démontre la vitalité de notre crédit (1).

Ces faits prouvent surabondamment qu'il est toujours répondu aux appels faits au nom des grands intérêts de la nation.

Depuis trois ans il est incontestable que les Français se tournent plus volontiers vers le domaine colonial : ils commencent à comprendre que par lui peut se résoudre la plupart des problèmes angoissants de l'heure présente. Ils sentent en outre que ne pas contribuer à mettre en valeur nos colonies, c'est laisser le champ libre aux étrangers, qui le feront à leur place.

Sur les 8 milliards actuellement investis, nous croyons que deux l'ont été depuis l'armistice : c'est l'indice certain du renouveau qui se fait sentir

Quel émiettement des forces, quel surcroît de frais généraux, que de concurrences mesquines sur le même objet.

Dès qu'il s'agit d'un projet de fusion, d'une concentration des moyens d'action, l'accord entre les intérêts particuliers, les situations acquises, les questions personnelles, paraît impossible à établir (2).

On assiste trop rarement à des fusions importantes, comme ce fut le cas de la Compagnie Forestière Sangha-Oubangui, qui doit sa naissance à l'entente de dix entreprises de prospérité inégale.

C'est précisément le rôle actif des états-major de nos grandes banques d'affaires de susciter ces ententes, de faire des propositions

(1) En 1920, nos emprunts 5 et 6 0/0, les émissions du Crédit National, de la Ville de Paris, du Crédit Foncier, les émissions de titres divers et les augmentations de capital ont atteint de 30 à 35 milliards. *Journal de la Société de Statistique*, oct. 1921 et nov. 1921.

(2) Ce phénomène est général en France ; chacun en particulier vante les bienfaits du fusionnement et les inconvénients du dispersion, mais réaliser une entente est impossible.

Même dans les sociétés qui ne sont pas des sociétés d'intérêts, les fusionnements échouent : c'est le cas des Trois Croix Rouges Françaises, des Liges pour le développement de la natalité, des Associations d'anciens combattants, d'un trop grand nombre de sociétés scientifiques.

qui auraient plus de chances qu'ils ne le croient en général, d'être accueillies favorablement.

Souvent, la crainte de transactions trop lentes et d'un résultat incertain leur font, pour des raisons de contrôle de l'affaire et d'omnipotence, préférer la formule de la création.

Courte comparaison avec l'effort financier des autres Pays

Nous avons insisté sur l'importance du rôle que le *capital* est appelé à jouer pour mettre en valeur notre empire colonial ; nous avons déjà exposé l'impuissance des particuliers qui ne possèdent pas de larges ressources.

L'Européen, aux colonies, ne doit pas être un prolétaire ; il doit être ou un capitaliste ou un technicien. Seules, de puissantes sociétés ont les moyens suffisants qui permettent les lentes réalisations.

Les Anglais et les Hollandais ont, mieux que nous et depuis longtemps, compris cette nécessité. Le système des « petits paquets » n'a pas été pratiqué par l'Angleterre ; c'est à 58 milliards que se monte le total des emprunts coloniaux anglais, contre à peine un milliard d'emprunts coloniaux français (1).

M. Daniel Zolla, dans une récente étude, a montré à quel point les grosses sociétés anglaises ou hollandaises ont la prépondérance.

En Malaisie, 252 sociétés réunissent un capital de 22.578.000 florins.

Les capitaux engagés représentent près de 3.000 fr. par hectare planté en caoutchouc.

Les résultats obtenus par ces sociétés (dont les actions émises aux taux de 1 ou 2 florins peuvent entrer dans la composition du portefeuille des plus modestes épargnants) ont été jusqu'en 1917 tout au moins fort remarquables, et des dividendes de plus de 100 0/0 n'ont pas été rares.

A Ceylan et dans l'Inde, 89 sociétés anglaises réunissent un capital de 10 millions de florins ; à Java, 39 sociétés, 5.800.000 florins ; à Sumatra, 38 sociétés, 4.400.000 florins ; Bornéo, 31 sociétés, 3 millions 700.000 florins.

Le total indique, pour la seule culture du caoutchouc, 449 sociétés agricoles avec un capital de 446.280.000 florins, auxquels il faut

(1) Daniel Zolla, *Nos achats de produits coloniaux et La mise en valeur de notre domaine colonial*, Revue des Sciences Politiques, avril-juin 1921.

M. du Vivier de Streel, *op. cit.*, estime à 100 milliards le montant de capital investi par les Anglais dans les affaires coloniales.

Nos colonies ont au total un réseau de 12.169 kilomètres. Le réseau ferré colonial anglais atteint 178.000 kilomètres, celui des Etats-Unis 400.000 kilomètres, du Vivier de Streel, *op. cit.*

ajouter 108 sociétés pour la production du thé, café, sucre, textile, avec un capital de 10.413.000 florins.

Nous trouvons donc, rien que pour l'Asie, un capital investi de avec un capital de 10.413.000 florins.

L'adjonction des entreprises de l'Afrique du Sud, de la Côte Occidentale d'Afrique, de l'Australie, du Canada forment un total impressionnant. N'oublions pas non plus que les emprunts coloniaux anglais atteignent 58 milliards de francs.

La mise en valeur de leurs colonies par les Hollandais n'est pas moins instructive pour nous ; en 1919, 445 sociétés de culture mettaient en valeur 557.000 hectares, soit une moyenne de 400 hectares par entreprise.

En ajoutant les autres établissements hollandais, on arrive à un total de plus de 2.000 sociétés et un investissement de capitaux de plus de 2 milliards de francs.

VI

Faut-il admettre les participations étrangères dans la mise en valeur de nos Colonies

Devons-nous ouvrir à l'activité des capitaux étrangers nos colonies ?

Le commerce anglais a déjà posé des attaches commerciales et financières puissantes sur notre côte de l'A. O. F. dans nos ports de l'Afrique du Nord, en Indo-Chine.

La question est particulièrement délicate dans nos pays de protectorat, au Maroc en particulier. L'avenir de l'empire chérifien attire à tel point les convoitises étrangères, que le protectorat s'est déjà vu obligé de prendre certaines mesures indirectes pour sauvegarder les intérêts français.

La question de savoir s'il est avantageux de voir l'étranger s'intéresser à nos colonies, ou si, au contraire, ce ne serait pas faire preuve d'un protectionisme outrancier que de leur en limiter l'accès, est délicate à trancher. Il semble naturel de réserver à ses nationaux la mise en valeur des territoires que la métropole a conquis au prix du sang de ses enfants et de sacrifices financiers très lourds.

L'examen du tableau des valeurs coloniales nous permet d'avancer que le nombre actuel des participations françaises, si faible qu'il soit en comparaison des efforts anglais ou néerlandais, est suffisamment concluant pour penser que le courant colonial est enfin né en France, et que les Français comprennent la nécessité d'investir des capitaux aux colonies.

Mais le souvenir de la longue pratique du « pacte colonial » (1) pèse sur la décision de beaucoup de nos compatriotes. Il semble tout naturel, et même hors de discussion, que c'est exclusivement à ceux

(1) Le Pacte colonial cherchait : 1° l'exclusivité de l'exportation des produits des colonies dans la mère-patrie ; 2° imposait de grandes restrictions sur l'importation des produits coloniaux des colonies étrangères dans la métropole ; 3° imposait l'obligation pour les colonies d'importer les produits qui leur étaient nécessaires uniquement pour la métropole ; 4° réservait l'exclusivité du transport des importations et des exportations sur des vaisseaux de la métropole ; 5° certaines restrictions sur la manufacture par les colons de leurs propres matières premières. Leroy-Beaulieu, *La Colonisation chez les peuples modernes*, p. 498.

qui ont fait les sacrifices pour conquérir et mettre en œuvre notre domaine d'outre-mer qu'il appartient d'en retirer les avantages.

Pour trouver un emploi aux gains réalisés à la faveur des hostilités par certains peuples, ceux-ci sont amenés à examiner les débouchés mondiaux qui s'offrent à l'activité de leurs capitaux accumulés.

Ces débouchés sont nombreux dans la vieille Europe, épuisée par cinq années de guerre.

Le taux élevé du cours des devises scandinaves, hollandaises, espagnoles, américaines et japonaises offre aux capitaux de ces pays la perspective de s'intéresser à bon compte au rétablissement des finances publiques et des entreprises industrielles et commerciales des vainqueurs et des vaincus.

Cette coopération des nations riches au relèvement des nations épuisées a suscité d'ardentes discussions.

Certes, la France est unanime à témoigner sa reconnaissance aux étrangers qui ont contribué par leurs souscriptions pendant et après la guerre au succès de nos emprunts.

La question de cette participation étrangère s'est posée tout récemment au Parlement. En présence de la complication des affaires européennes, la difficulté de mettre d'accord les prétentions des divers peuples, un grand nombre de capitalistes et de banquiers américains émettent l'opinion que les affaires de la vieille Europe ne doivent pas les intéresser.

Ils préfèrent accorder à la mise en valeur des terres nouvelles la plus grande part de leur attention. Depuis plusieurs années déjà, en Extrême-Orient, d'une part, au Maroc et en A. O. F., de l'autre, des éléments financiers japonais et américains cherchent à prendre pied.

Les grands trusts pétroliers américains et anglais ont fait aboutir des négociations pour obtenir des gisements en Algérie, au Maroc, à Madagascar (1).

Le problème des pétroles est d'autant plus grave pour la France, que celle-ci est dans une situation d'entière dépendance vis-à-vis des deux grands trusts concurrents fournisseurs du pétrole au monde entier : Royal Dutch, Shell Transport et Standard Oil.

(1) *Convention au sujet des pétroles*, signée le 24 avril 1920 à San Remo ; paragr. Afrique du Nord et autres colonies. « Le gouvernement français accordera des facilités à tout groupe ou groupes franco-britanniques de bonne réputation, présentant les garanties nécessaires et en règle avec les lois françaises pour l'acquisition de concessions pétrolifères dans les colonies françaises, protectorats, zone d'influence, y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. »

Il importe de remarquer que le Parlement français a décidé que, dans tout group ainsi formé, des intérêts français devront être représentés dans une proportion d'au moins 67 0/0.

Quelle que soit la diligence de nos entrepreneurs, il faudra des années avant que nos colonies soient en état de suffire à l'approvisionnement de notre marché. Nous n'avons certes ni les prospecteurs ni l'outillage indispensable, mais avec la facilité d'adaptation qui caractérise notre race, nous pourrions former des techniciens, et notre industrie est capable d'organiser la fabrication en série des tuyaux, pompes centrifuges, réservoirs, wagons et bateaux-citernes, monopoles exclusifs actuels des Anglo-Américains.

« Avant dix ans, selon M. Francis Delaisi, pourvu qu'on s'en donne la peine, la France peut avoir une industrie du pétrole bien à elle, assurant son ravitaillement grâce à des gisements situés chez elle, exploités par des sociétés françaises avec du matériel fabriqué en France, et conquérir ainsi son autonomie en une matière d'une importance vitale (1).

A la suite d'un discours de M. Albert Sarraut fait en Amérique au Comité franco-américain d'Etudes coloniales, M. Boisneuf, député de la Guyane, a cru nécessaire d'interpeller le gouvernement sur la ligne de conduite qu'il compte suivre.

Il s'est ému également de ce que le rapporteur général du budget des colonies, M. Archimbault, déclarait dans son rapport « qu'il préconisait une loyale coopération des Américains dans laquelle les intérêts français ne seraient pas sacrifiés, où ils pourraient peut-être même garder une place privilégiée. L'effort à demander est immense, même en le limitant aux entreprises autres que celles visant l'exécution d'un service public qui sembleraient être réservées aux initiatives françaises..., qu'il y avait une grande tâche à accomplir pour défricher les millions d'hectares qui restent incultes au Cambodge, en Cochinchine, dans les hauts plateaux d'Annam et du Tonkin..., au point de vue industriel, tout reste à faire. Celles même des industries qui ont déjà pris pied dans les colonies pourront voir leur puissance décuplée par un apport de technicité et de capitaux américains ou japonais, et notre Indochine deviendrait ainsi rapidement un des principaux centres d'activité industriels d'Extrême-Asie au plus grand profit de l'influence française. »

M. Albert Sarraut, sans attendre son retour en France, a tenu à envoyer certains éclaircissements sur le sens de son discours, objet des griefs de M. Boisneuf. Tout en ne sachant pas que le but de la Société franco-américaine d'Etudes coloniales, dont il avait accepté de présider le banquet, avait pour but d'inciter « les capitaux américains, susceptibles de favoriser l'essor de notre pays, à s'associer de

(2) Francis Delaisi, *La politique du pétrole*, *Le Producteur*, numéro du 10 août 1920.

préférence aux capitaux français, pour la création d'entreprises coloniales industrielles ou agricoles, étant entendu que de ces entreprises la majorité serait acquise à la participation française...., que la France libérale n'enfermait pas dans une sorte de muraille de Chine un domaine où chacun sait que de nombreux étrangers ont créé des entreprises ou des affaires, aussi bien que des Français l'ont fait dans les colonies étrangères, et que nous verrions avec plaisir préférablement à d'autres étrangers nos amis américains s'intéresser au développement économique de nos colonies, avec certaines desquelles d'ailleurs l'Amérique entretient déjà un mouvement d'affaires profitable aux deux pays ; tel est le cas, par exemple, pour l'Indochine française. » (1)

Nous accordons que la situation se présente sous un jour très différent selon qu'il s'agit de l'Indochine, comme viennent de l'exposer MM. Archimbault et Sarraut, ou de nos autres possessions.

L'examen de notre tableau des valeurs coloniales montre que l'effort financier fait en Extrême-Orient par nous est encore très faible en présence de l'immense tâche à accomplir.

La difficulté des communications, une surveillance plus difficile font que nos capitaux sont moins sollicités de s'employer en Asie qu'en Afrique.

C'est précisément le danger qu'il y aurait à voir un total important de capitaux étrangers s'investir dans une contrée aussi éloignée de la France et où nos compatriotes sont trop peu nombreux. Chacun sait l'attrait que nos colonies d'Extrême-Orient exercent sur le Japon, l'Amérique et même la Chine. Si nous voulons conserver la prédominance de l'influence française, il faut encourager de toutes nos forces nos capitaux et nos hommes à s'y porter.

Les influences prises par les capitaux étrangers risquent d'exercer à la longue, au détriment de notre pays, un désintéressement de l'élément français, une diminution du rôle de la France.

(1) Une dépêche de l'Agence Reuter du début de janvier 1922 permet de croire que les Américains ont dès maintenant l'intention de tourner leur activité non seulement sur l'Indochine, mais sur l'Afrique. Cette dépêche annonçait que le Shipping Board avait décidé de réduire immédiatement de 50 0/0 pour certaines denrées et de 33 0/0 pour d'autres les frets sur les lignes des Etats-Unis à la Côte Occidentale d'Afrique, pour favoriser les exportations américaines vers ces régions.

Ce télégramme donnerait dès maintenant une précieuse indication sur la ferme intention des Etats-Unis d'élargir leur place sur mer, au détriment principalement de l'Angleterre, qui ne se laissera probablement pas déposséder sans résister ardemment.

Entre ces deux puissances rivales, notre marine de commerce risque fort de connaître d'assez mauvais jours.

Il nous paraît dangereux d'approuver pleinement M. Archimbault quand il dit « qu'il ne faut pas perdre un jour pour assurer dans le minimum de temps la mise en valeur *totale* de l'Indochine, quelque formidable que soit l'effort à entreprendre ».

C'est avec une très grande modération et toutes garanties sur la prédominance de l'élément français, qu'on peut entrer dans la voie de la participation étrangère à la mise en valeur de notre domaine colonial.

Par contre, nous ne pouvons qu'applaudir au développement du tourisme international ; le confort réclamé par les étrangers est souvent seul capable de donner à l'industrie hôtelière française l'impulsion qui lui manque pour améliorer son manque d'exploitation.

VII

Des avantages accordés aux Sociétés par certaines législations libérales.

(Les Sociétés par actions au Maroc.)

Une des raisons déterminantes de l'extension de jour en jour plus importante des Entreprises Marocaines, c'est la faveur dont jouissent, au point de vue fiscal, les sociétés par actions dans l'empire chérifien.

L'immense richesse du Maroc et les belles perspectives ouvertes par sa mise en valeur font que, même sans régime spécial en faveur des sociétés par actions, nous avons l'intime conviction que l'essor de l'empire chérifien se serait inmanquablement produit. Nous croyons cependant que les mesures libérales de son régime légal et de son régime fiscal ont certainement contribué à l'accélérer. Aussi nous paraît-il nécessaire d'expliquer très brièvement en quoi consistent les mesures prises par le Protectorat.

Les sociétés anonymes marocaines sont constituées et fonctionnent suivant les règles établies par les lois françaises de 1867 et suivantes.

Fonctionnement, Assemblées générales, pouvoirs des administrateurs, droits attachés aux diverses natures de titres, tout est calqué sur le modèle des sociétés françaises. Les statuts sont les mêmes ; ils peuvent d'ailleurs être établis et reçus par un notaire de France.

Il suffit, pour qu'une société soit marocaine, qu'elle ait son siège social au Maroc et que ses fondateurs accomplissent au secrétariat du Tribunal de première instance du lieu de son siège social et dans les journaux d'annonces légales du dit lieu, toutes les formalités d'inscription, de déclaration et de publicité exigées par la loi française (1).

Les fondateurs et actionnaires d'une société marocaine n'éprouvent donc aucune difficulté, aucune surprise ; les textes qui régissent leur société leur sont connus, ils en savent à fond les dispositions et peuvent les adopter sans inquiétude.

C'est un premier point acquis, mais il n'expliquait pas l'engouement pour cette forme de société si des avantages pécuniaires considérables ne lui étaient pas consentis.

(1) Article 51 du Dahir, Code de commerce.

Si l'acte de société est passé devant un secrétaire greffier du Maroc, ce fonctionnaire qui tient lieu de notaire dans notre protectorat ne prélève qu'un droit d'acte fixé comme suit :

Sociétés de 1 fr. à 500.000 fr. de capital.....	0,50	0/0
— 500.001 à 1.000.000 de capital.....	0,25	0/0
— 1.000.001 à 3.000.000 de capital.....	0,125	0/0
— au-dessus	0,0625	0/0

Minimum de perception : 20 fr., plus un droit fixe de 20 fr. pour dépôt de la déclaration de souscription du capital et de versement sur les actions.

Si l'acte de société a été reçu par un notaire en France, c'est l'acte de déclaration de souscription du capital et des versements sur actions qui est déposé au secrétariat-greffe et qui, dans ce cas, entraîne la perception, non plus de droit fixe de 20 fr., mais de droit calculé sur le capital suivant le tarif dégressif indiqué au paragraphe ci-dessus. Le dépôt des statuts donne lieu en outre à un droit d'enregistrement de 0,25 0/0 du montant du capital.

Depuis le 1^{er} février 1918, un dahir du 12 décembre 1917 a imposé le timbrage des actions, obligations et parts de fondateurs, un droit de 0,50 0/0 de la valeur nominale ou, à défaut, de la valeur vénale, est perçu.

Pour nous résumer, les seules charges fiscales qui grèvent les sociétés marocaines sont :

- 1° Droit d'acte,
- 2° Enregistrement,
- 3° Droit de timbre.

Comparaison des charges d'une société marocaine et d'une société française, toutes deux au capital de 1 million

Droits perçus sur une société marocaine :		Droits perçus sur une société française à Paris :	
Droit fixe de déclaration de capital et de versement sur actions.....	20	Enregistrement, droit proportionnel de 1 0/0 (loi du 25 juin 1920, art. 15)	10.000
Enregistrement :		Pour mémoire, honoraires du notaire (selon barème variable suivant les départements).....	3.750
Pour la tranche comprise de 1. à 500.000 fr., 0,50 0/0.....	2.500	Droit de timbre, 2 0/0....	
Pour la tranche comprise de 500.001 à 1 million, 0,25 0/0.....	1.250	Ce droit de timbre est réduit de moitié si la durée de la société n'excède pas dix ans. En pratique, il est vrai, les sociétés préfèrent le système de l'abonnement à raison de 0,10 pour cent de la valeur nominale des titres (loi du 25 juin 1920, art. 0)4	20.000
Droit de timbre, 0,50 0/0 sur la valeur nominale	5.000		
	8.770		33.756
Honoraires de l'avocat, rédacteur des statuts (<i>ad libitum</i>)	1.500	Droit de transmission des titres :	
		a) Nominatif au nominatif, 0,90 0/0 ;	
	10.270	b) Nominatif au porteur, 2 0/0.	
		Taxe de transmission des titres au porteur :	
		Abonnement annuel et obligatoire, 0,50 0/0 (art. 49, loi du 25 juin 1920).	
		Ce calcul se fait sur le cours moyen des titres, alors même qu'ils ne changeraient pas de main.	
		Taxe sur le revenu :	
		10 0/0, loi du 25 juin 1920 sur les intérêts, dividendes, primes de remboursement, bénéfices des membres du Conseil d'administration, 20 0/0 sur les lots.	

Ce tableau comparatif, que nous avons cru utile de dresser, montre à quel point les sociétés marocaines sont favorisées. Même en affectant à l'avocat chargé de la confection des statuts une somme importante, nous n'arrivons pas *au tiers* des droits perçus par le fisc français lors de la constitution d'une société.

Mais ce n'est pas tant à l'origine même de la société que l'économie est la plus considérable, que dans la suite de son existence.

L'absence des droits de transmission, qui sont pour les titres au porteur de 0,50 0/0, soit 5.000 fr. pour une société au capital de 1 million, dont les actions sont au pair, favorise singulièrement les sociétés marocaines.

Enfin, l'impôt sur le revenu avec son pourcentage élevé de 10 0/0 n'existe pas encore dans le protectorat.

Toutefois, afin de tenir compte de toutes les charges imposées aux sociétés chérifiennes, nous signalerons que toute mutation à titre onéreux par acte authentique entraîne la perception d'un droit de 0,50 0/0 de la valeur négociée.

Ce régime libéral constitue un excellent appât pour les capitaux susceptibles de se consacrer à la mise en valeur de notre protectorat (1).

Quelques inconvénients sont cependant à signaler :

Le fisc français considère les sociétés marocaines, comme d'ailleurs les sociétés tunisiennes, comme sociétés étrangères, de sorte que pour les sociétés qui désirent voir leurs titres cotés en France, ou qui font en France des insertions et des publications en vue de l'émission de nouveaux titres, celles-ci doivent se mettre au préalable en règle avec les lois françaises.

Elles doivent, par conséquent, comme pour n'importe quelle société étrangère, faire agréer par l'enregistrement un représentant responsable et se soumettre au paiement du droit de timbre, du droit de transmission et de la taxe sur le revenu pour une quotité de titres déterminée par le ministre des finances sur l'avis préalable et motivé de la commission des valeurs mobilières.

Elles sont en outre assujetties avant toute émission à la publicité édictée par la loi du 30 janvier 1907 et à la publication intégrale de leurs statuts au B. A. L. O.

Enfin, depuis la loi du 31 mai 1916, l'émission et l'introduction

(1) Cette législation libérale porte ses fruits et le recensement des industries du Protectorat (année 1921) est significatif.

De 1919 à 1921, le nombre des établissements recensés est passé de 185 à 247, en augmentation de 25,1 0/0, et celui des capitaux engagés de 56.348.000 à 179.288.000, en augmentation de 68,5 0/0.

sur le marché français de titres de sociétés étrangères est subordonnée à l'autorisation du ministre des finances (1).

Il s'ensuit que les sociétés importantes, celles qui ont besoin d'un marché, celles qui ont besoin de recourir à des appels publics de fonds en vue d'une augmentation de capital, ou à l'émission d'obligations n'adoptent pas, même si leur objet social se réfère exclusivement à des entreprises marocaines cette forme de société.

Par contre, pour les sociétés plus modestes, dont les actionnaires peu nombreux sont recrutés par relations personnelles, et qui n'ont pas l'intention d'émettre leurs titres sur le marché français, la législation marocaine offre de grands avantages et permet d'éviter des charges fiscales bien lourdes pour des sociétés à leur début.

Le nombre croissant des sociétés ayant opté pour la législation marocaine n'est pas sans inquiéter le Ministère de la rue de Rivoli.

Tant qu'il ne sera pas créé de Bourse de Valeurs au Maroc, les sociétés à gros capital, et partant celles qui fournissent à notre fisc les substantiels revenus, adopteront la forme française.

Mais le protectorat tient à s'adapter avec une grande rapidité à toutes les formes de la vie économique contemporaine.

Par un dahir en date du 21 janvier 1920, une Bourse de Commerce et l'institution de courtiers auprès de la dite Bourse a été créée à Casablanca.

Et nous croyons savoir que les services de la résidence générale ont mis à l'étude un projet de création de Bourse de Valeurs à Casablanca.

Nous ne croyons pas que cette création réponde *dès maintenant* à une nécessité.

L'examen du tableau des valeurs marocaines, s'il montre à quel point les capitaux se sont portés vers le Maroc, indique aussi que les sociétés si nombreuses qui se sont créées dans l'empire chérifien sont de date encore trop récente pour qu'un jugement approfondi et basé sur des résultats puisse être porté sur elles.

C'est une condition indispensable pour admettre une valeur à la côte.

Nous ajouterons que l'élément autochtone n'est pas encore assez stable, assez riche d'épargnes accumulées ou de capitaux flottants pour qu'un marché entre titres puisse l'intéresser.

(1) Toutefois, lorsque les titres des sociétés marocaines non abonnées sont mentionnés dans un « acte public » en France, on tient compte du droit déjà payé au Maroc, soit 0,50 0/0 pour la perception du droit de 2 0/0 français (convention de réciprocité passée entre la France et le Maroc, dahir du 14 janvier 1917 et loi de finances du 29 septembre 1917, art. 4).

Le taux du loyer de l'argent est encore trop élevé au Maroc pour que commerçants, industriels, agriculteurs soient sollicités à faire des placements en valeurs mobilières.

Tous les capitaux disponibles sont incorporés à nouveau dans les affaires, et c'est à la métropole, pour une longue période encore, qu'il appartient de soutenir par ses souscriptions aux émissions nouvelles et aux augmentations de capital l'essor de notre brillant protectorat.

Ce seraient les ordres d'achat émanant de l'extérieur qui donneraient à la Bourse de Casablanca son principal élément d'activité.

Nous avons souhaité la création d'une Bourse de Commerce à Casablanca et collaboré pendant notre passage au service du commerce et de l'industrie de la résidence à l'élaboration de son règlement. Nous sentions l'urgente nécessité de réglementer le marché, en présence de l'augmentation considérable des produits de la culture et de l'élevage marocain (1) et de la confusion qui régnait dans les transactions.

La création d'une Bourse de valeurs qui ne serait pas nécessaire par les besoins d'une clientèle autochtone et stable pourrait amener l'instauration d'une fièvre boursière dont les pays neufs ont tout à redouter. Le souvenir de la période intense de spéculation de 1913 sur les terrains de Casablanca n'est pas si lointaine qu'on ne craigne de voir reparaître cette époque de brutale convoitise.

CONCLUSION

Dans cette période troublée, où le crédit de la France est l'objet de multiples assauts, tandis que restent incertaines les perspectives d'avenir de nos budgets, de notre franc, de toute notre activité économique, nous estimerions avoir fait œuvre pratique et utile si notre travail, où nous avons tenté de signaler l'importance et l'effort colonial français, pouvait contribuer en quelque mesure à en augmenter l'intensité.

(1) L'Annuaire économique et financier du protectorat français au Maroc fournit des renseignements extrêmement complets sur les principaux produits du Maroc, sur le commerce extérieur, sur la part des différentes puissances.

ANNEXES ⁽¹⁾



Liste

DES

VALEURS FRANÇAISES COLONIALES

(Afrique du Nord, Afrique Occidentale Française,

Afrique Équatoriale Française, Asie, Océanie, Gouvernements autonomes
et Madagascar)

(1) Il n'y a pas de recueil ni officiel, ni privé qui fournisse la liste actuelle des Sociétés françaises coloniales.

Il nous a fallu compiler et coordonner les renseignements donnés :

Par le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;

Par la Circulaire de la Banque de l'Union Marocaine ;

Par la Gazette des Tribunaux du Maroc ;

Par les divers journaux financiers et d'annonces légales français ;

Et, surtout, par l'Annuaire des Entreprises coloniales, 17, rue d'Anjou, à Paris.

Nous tenons à exprimer notre vive gratitude aux deux rédacteurs de cet important volume, qui ont bien voulu contribuer à la mise à jour de nos listes.

L'Annuaire des Entreprises Coloniales (édition 1922), qui paraîtra à l'occasion de l'Exposition Nationale Coloniale de Marseille, marquera un progrès considérable sur les éditions précédentes et, mis à jour avec le plus grand soin, contiendra les documents les plus récents se référant de l'essor colonial français.

VALEURS

de l'AFRIQUE DU NORD

A

Algérienne (Compagnie)	100.000.000
Algérienne de Navigation pour l'Afrique du Nord (Société).....	25.000.000
Algérienne de Meunerie (Compagnie).....	15.000.000
Africaine d'Armement	12.000.000
Algérienne d'Eclairage et de Force (Société).....	12.000.000
Afrique et Congo.....	10.000.000
Algérienne de Produits Chimiques et d'Engrais (Société).....	10.000.000
Agricole et Industrielle des Textiles Marocains (Société).....	8.000.000
Algérienne de Constructions Navales et Mécaniques (Société).....	5.000.000
Abattoirs Municipaux et Industriels au Maroc (Société Générale)....	5.000.000
Alliance Africaine (L').....	4.000.000
Agricole Immobilière Franco-Africaine (Société) (Filiale).....	3.000.000
Auto-Hall	3.000.000
Approvisionnement Nord-Africaine (Société).....	3.000.000
Agricole du Maroc (Société).....	3.000.000
Agricole Oranaise (Compagnie).....	2.200.000
Afrique Française (L').....	2.000.000
Algérienne de Houilles et d'Agglomérés (Société).....	2.000.000
Amizmiz (Société)	2.000.000
Agricole Algérienne (Société).....	2.000.000
Agricole et Industrielle du Sud-Algérien (Société).....	1.600.000
Anglo-Algérienne Maritime et Commerciale (Société).....	1.500.000
Algérienne des Pétroles de Tiliouanet.....	1.500.000
Agricole Lyonnaise du Nord de l'Afrique (Société).....	1.500.000
Atlantide (L')	1.500.000
Africaine (Compagnie)	1.500.000
Agricole du Nord Africain (Compagnie).....	1.300.000
Automobiles et Machines Agricoles Fiat (Société Marocaine).....	1.200.000
Algérienne de Glace Hygiénique (Société).....	1.200.000
Algérienne de Gaz Comprimé (Société).....	1.000.000
Afrique Industrielle, Commerciale et Agricole (L').....	1.000.000
Agricole Marocaine (Compagnie).....	1.000.000
Algéroise e Fûts Transports (Société).....	1.000.000

215.000.000

	Report :	245.000.000
Alfas (Société Générale des).....		1.000.000
Ateliers de Réparations Maritimes de l'Afrique du Nord (Société)....		1.000.000
Algérienne (L')		821.000
Agricole, Industrielle et Commerciale du Maroc Oriental.....		750.000
Ain-el-Kadous (Société Foncière).....		700.000
Africaine de Culture Industrielle (Compagnie).....		700.000
Agricole et Viticole d'El-Malen (Société).....		630.000
Acconnage et de Charbons de Tunisie (Société d').....		600.000
Algérienne d'Elevage (Société).....		600.000
Agronomique Marocaine (Compagnie).....		500.000
Algéro-Marocaine de Culture et de Commerce (Société).....		500.000
Africaine (L'), Compagnie d'assurances.....		350.000
Autobus de Sersou (Société des).....		300.000
Ascenseurs du Port d'Alger.....		300.000
Agricole de Ben-Chicao (Société).....		300.000
Acconnage (Société Commerciale d').....		250.000
Agricole et Industrielle Marocaine (Compagnie).....		200.000
Agricole, Foncière et de Travaux Publics au Maroc (Compagnie)....		200.000
Ateliers de Rabat (Société des).....		115.000
Alliance Industrielle et Commerciale Franco-Marocaine.....		100.000
		254.916.000

B

Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.....	12.500.000
Banque Commerciale du Maroc.....	10.000.000
(Filiale de la Banque d'Algérie)	
Banque de Tunisie.....	8.000.000
Bordeaux-Maroc	8.000.000
Brasseries du Maroc (Société des).....	6.000.000
Banque Marocaine pour l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie....	5.000.000
Banque Foncière Franco-Marocaine.....	5.000.000
Banque de l'Union Marocaine.....	2.500.000
Brasseries d'Alger	2.000.000
Briquetteries, carrières et Usines d'El-Hank.....	1.250.000
Banque Franco-Tunisienne de Prêts Mobiliers.....	1.000.000
Bordelaise du Maroc (Compagnie).....	1.000.000
Bourguignonne de Commerce au Maroc (Société).....	1.000.000
Briquetteries de Fédalah (Société des).....	625.000
Banassa (Société de).....	600.000
Banque Algéro-Tunisienne (Filiale de la Banque d'Algérie).....	50.000
	64.525.000

C

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.....	125.000.000
Compagnie des Chemins de Fer du Maroc.....	50.000.000
Chérifienne de Recherches et de Forages.....	50.000.000
	225.000.000

	Report :	225.000.000	Cap. oblig.
Chemins de Fer de Bône-Guelma.....	30.000.000	201.153.000	
Crédit Foncier Marocain.....	25.000.000		
Chemins de Fer de l'Est Algérien.....	25.000.000	✓	
Crédit Franco-Marocain du Commerce Extérieur.....	25.000.000		
Compagnie Marocaine	20.000.000		
Chemins de Fer de l'Ouest Algérien.....	17.000.000	121.772.500	
Compagnie Franco-Espagnole des Chemins de Fer de Tanger à Fez.....	15.000.000	95.000.000	
Chaux, Ciments et Matériaux de Construction au Maroc	10.000.000		
Comptoir Métallurgique du Maroc.....	9.000.000		
Chemins de Fer sur Route d'Algérie.....	8.000.000	500.000	
Crédit Algérien	8.000.000		
Camionnage Marocain et Algérien.....	6.500.000		
Comptoir Lorrain du Maroc.....	6.000.000		
Comptoir du Maroc Occidental.....	6.000.000		
Crédit Marocain	6.000.000		
Chaux et Ciments (Société Oranaise des).....	5.000.000		
Commerce Extérieur de l'Afrique du Nord (Société du)	5.000.000		
Crédit Foncier du Maroc.....	5.000.000		
Cimenteries du Nord Marocain.....	4.500.000		
Chaux et Ciments de Rive-Alger.....	4.000.000	2.000.000	
Chauouia et Maroc (Société).....	4.000.000		
Commerciale de l'Afrique du Nord (Société).....	4.000.000		
Chaux et Ciments (Société Algérienne de).....	3.000.000	5.000.000	
Chérifienne de Colonisation.....	3.000.000		
Commerciale Française au Maroc.....	3.000.000		
Centrale Marocaine	3.000.000		
Charbonnière du Nord Africain (Compagnie).....	3.000.000		
Cellulose de l'Afrique Française du Nord (Société).....	3.000.000		
Construction Marocaine (La).....	3.000.000		
Chérifienne d'Agriculture et d'Elevage.....	2.500.000		
Comptoir des Mines et des Grands Travaux du Maroc..	2.000.000		
Consortium Industriel et Commercial de l'Afrique du Nord (CICAFRIC)	2.000.000		
Commerciale Franco-Algérienne (Société).....	2.000.000		
Charbons et Briquettes (Société Marocaine de).....	2.000.000		
Comptoir Français du Maroc.....	1.800.000		
Comptoir Franco-Marocain	1.500.000		
Colonisation de l'Oued-Ramel (Société de).....	1.500.000	✓	
Cité Fedhalienne (La).....	900.000		
Crédit Foncier Agricole du Maroc.....		1.600.000	
Commerciale Marocaine (Compagnie).....		1.200.000	
Commerciale Tunisienne (Société).....		1.200.000	
Commerciale de la Côte d'Afrique.....		1.150.000	
Crédit Industriel Algérien.....		1.200.000	
Casablancaise de Crédit Immobilier.....		1.000.000	
Chalutage de la Méditerranée.....		1.000.000	
Chérifienne de Navigation.....		1.000.000	✓
Comptoir d'Escompte d'Ain-Temouchent.....		600.000	
— de Sidi-bel-Abbès		500.000	
— de Marengo		500.000	
— de Médéah		400.000	
			521.550.000

	Report :	521.550.000
— d'Affreville	—	300.000
— de Mascara		300.000
— de Bêlizane		300.000
— de Tizi-Ouzou		250.000
Construction Mixte au Maroc (Société de).....		600.000
Construction Moderne au Maroc (Compagnie de).....		500.000
Chérifienne des Carpettes (Compagnie).....		500.000
Chemin de Fer Transafricain (Société d'Etudes).....		400.000
Céramiques Tunisiennes		500.000
Commerciale Franco-Marocaine (Société).....		450.000
Caisse Agricole et Commerciale de Guelma.....		400.000
Charbonnière Industrielle et Commerciale de l'Afrique du Nord.....		300.000
Commerciale Africaine (Compagnie).....		350.000
Carrières de Tanger (Société des).....		200.000
Caisse de Prêts Immobiliers.....		250.000
Commerciale de Charbonnage et d'Entretien Maritime.....		400.000
Comptoir Algérien des Cuirs et Peaux.....		200.000
Compagnie Centrale du Maroc.....		200.000
Centre et Sud		125.000
Constructions (Société Française et Africaine de).....		100.000
Comptoir de Représentation Industriel et Commercial.....		100.000
Comptoir Général de Représentation pour l'Afrique.....		100.000
Contrôle et l'Administration Fiduciaire (Société Anonyme de).....		500.000
Casalogs		200.000
		529.075.000

D

Domaines de Kéroulis (Société des).....	12.000.000
Djébel Felten (Société du).....	13.750.000
Développement de Casablanca (Soc. Génér. pour le).....	5.000.000
Djébel Djérissa	3.600.000
Domaines Saint-Paul	3.500.000
Domaine de Daroussa.....	3.000.000
— d'El-Taous (Société des).....	2.500.000
Développement de Tanger (Société Internationale pour le).....	2.000.000
Défrichement au Maroc (Compagnie de).....	2.000.000
Domaines des Beni-Sliman.....	1.800.000
— d'El-Hamser	1.500.000
Djébel-Hallouf	1.250.000
Domaine du Chapeau de Gendarme.....	1.000.000
Distillerie de la Liqueur de Mandarine de Bougie.....	1.000.000
Domaine de Souilhia	695.400
Docks du Bâtiment (Société des).....	500.000
Djimla (Société de).....	300.000
Détartrage et Constructions Mécaniques (Compagnie de).....	280.000
<i>Dépêche Tunisienne</i> (Société de la).....	200.000
Docks de l'Agriculture.....	200.000
	56.075.400

E

Etudes de Recherches et d'Expertises des Pétroles en Algérie.....	25.000.000
---	------------

	Report :	25.000.000
Etablissements Millault		11.000.000
Etudes Minières de Bougie (Société).....		5.000.000
Etablissements Maletta		5.000.000
Exploitation Forestière Africaine (Société d').....		5.000.000
Et. France-Algérie		4.000.000
Entrepôts Frigorifiques de l'Afrique du Nord (Société des).....		3.500.000
Entreprise Industrielle et Minière (Société d').....		3.000.000
Entreprise au Maroc (Société Générale d').....		2.000.000
Et. Vinson		2.000.000
Exportation et d'Importation au Maroc (Société d') (Sédima).....		2.000.000
Exploitation des Brevets et Procédés Charbonnages.....		1.500.000
Etudes Marocaines (Société d').....		1.200.000
Etudes Marocaines pour le Commerce, l'Industrie et les mines.....		1.200.000
Eleveurs Marocains (Les).....		1.200.000
Eaux du Sahel (Les).....		1.000.000
El-Moghreb (Compagnie Générale d').....		1.000.000
Etudes et de Travaux de Construction au Maroc (Société d').....		1.000.000
Exploration (Société Anonyme d').....		1.000.000
Etablissements Fabreguettes (Société des).....		1.000.000
Ergho		1.000.000
Explosifs et Accessoires de Mines (Société Marocaine d').....		1.000.000
Etablissements Sauveur-Sebah (Anciens).....		1.000.000
Expansion Nord-Africaine		1.000.000
Exploitation et Exportation de Kiessel Guhr.....		750.000
Energie Electrique de la Ville de Bizerte.....		750.000
Exportation et d'Importation Coloinale (Société d').....		700.000
Entreprises et de Travaux Métallurgiques (Société Franco-Tunisienne) ..		750.000
Exploitation Forestière (Société Marocaine d').....		650.000
— Agricole (Société Marocaine d').....		600.000
Etudes du Haut-Guir.....		550.000
Etudes Economiques de l'Afrique du Nord (Société d').....		500.000
Entreprises Commerciales de l'Afrique du Nord (Société d').....		500.000
Etablissements Vernai		500.000
— Hübert-Dolbeau		500.000
Ed-Diur		400.000
Eaux Thermales du Domaine de Korbous.....		450.000
Etablissements Leclercq		300.000
Excelsior Garage		200.000
Etudes et de Travaux d'Art au Maroc (Société d').....		175.000
Etudes Topographiques et de Génie Rural au Maroc (Société d').....		150.000
Etablissements Renoux		150.000
Etudes en Afrique (Compagnie d').....		100.000
Etablissements Industriels Nord-Africains.....		100.000
Etudes pour l'Importation, l'Entrepôt et la Distillation des Pétroles au Maroc (Société des).....		60.000
		80.430.000

F

Francimex	15.000.000
Foncière Marocaine (cap. oblig. 2.000.000).....	18.500.000
	33.500.000

	Report :	33.500.000
Foncière et Immobilière de France et d'Afrique du Nord.....		10.000.000
Financière des Colonies.....		8.000.000
Fermes Marocaines (Société des).....		8.000.000
Franco-Marocaine de Fédalah.....		6.000.000
Foncière de Constantine (Société).....		5.000.000
France Outremer		5.000.000
Française des Pétroles au Maroc (Compagnie).....		5.000.000
Fasi d'Electricité (Compagnie).....		4.500.000
Financière Franco-Marocaine (Société).....		3.000.000
Fermes Françaises de Tunisie (Société des) (cap. oblig. 7.500.000) (em- prunt hypo.th. 2.500.000).....		3.500.000
Fermes Françaises de Kabylie.....		3.000.000
Foncière et Immobilière de la Ville d'Alger.....		2.500.000
Franco-Africaine des Pétroles (Compagnie).....		2.500.000
Forêts de la Calle (Société des).....		1.800.000
Franco-Marocaine (Société)		1.500.000
Foncière des Fermes Françaises au Maroc (Société).....		1.250.000
Franco-Algérienne de Vins et Transports.....		1.066.500
Franco-Chérifienne (Société pour l'Ag. et l'Ind. des Mines).....		1.000.000
Foncière et Agricole du Maroc.....		1.000.000
Française du Maroc.....		1.000.000
Fileries Franco-Algériennes		1.000.000
Foncière Française au Maroc (Société).....		700.000
Forêt Sallendrouze de la Lamornaix.....		600.000
Foncière et Agricole Française (Société).....		550.000
Franco-Marocaine Industrielle et Commerciale (Société).....		500.000
Foncière et Immobilire de Maison-Carrée.....		500.000
Forêts des Sanhadja et de Collo.....		500.000
Franco-Anglaise des Charbonnages d'Oran (Société).....		500.000
Foncière de la Chaouia.....		375.000
France-Maroc (Société de Travaux Publics et Privés).....		250.000
Filatures et Tissages au Maroc.....		250.000
Forges et Fonderies du Maroc (Compagnie des).....		100.000
Société Foncière Sidi-Mohammed (Société).....		300.000
Foncière de Casablanca (Société).....		2.000.000
		116.241.500

G

Générale du Maroc (Compagnie).....	20.000.000
Générale Chérifienne (Société).....	10.000.000
Genevoise des Colonies Suisses de Sétif.....	5.000.000
Générale de l'Afrique Française (Société).....	5.000.000
Générale de la Méditerranée (Compagnie).....	3.000.000
Gaz et Régies des Eaux de Tunis (Compagnie) (cap. oblig. 10 millions)	3.000.000
Grands Travaux Algériens (Compagnie des).....	2.000.000
Groupe Commercial et Industriel.....	1.000.000
	49.000.000

H

Hispano-Marocaine de Gaz et d'Electricité (Compagnie).....	Pes.	5.000.000
Habitations au Maroc (Société des).....	Fr.	3.400.000
Huilleries du Sahel Tunisien (Société Générale des).....		2.150.000
Habitations à Bon Marché (div. Sociétés d') au Maroc.....		1.363.500
Huilleries et Savonneries Chérifiennes.....		1.000.000
Hôtel d'Oran (Société du Grand).....		1.000.000
Huilleries et Savonneries de Tunisie (Compagnie Française).....		700.000
Hydraulique Tunisienne (Société).....		500.000
Hôtelière de la Kabylie (Société).....		300.000
		15.413.500

I

Industrielle et Commerciale des Colonies.....		2.500.000
Ifriquia (L')		2.500.000
Industrielle (Société Anonyme).....		2.000.000
Industrielle Marocaine (Société).....		2.000.000
Immobilière Lyonnaise Marocaine (Société) (cap. oblig. 1 million)...		2.000.000
— au Maroc (Société).....		2.000.000
— Agricole et Commerciale d'Algérie (Société).....		1.600.000
— de Casablanca (Société).....		1.350.000
— de Bône		1.250.000
— de Fort de l'Eau.....		1.200.000
Immeubles Lyonnais de Ferryville.....		1.100.000
Internationale d'Etudes et de Travaux au Maroc (Société).....		1.000.000
Immobilière Franco-Marocaine		1.080.000
— et Agricole de Larrach (Société).....		1.000.000
— d'Algérie (Société) (cap. oblig. 3 millions).....		1.000.000
— Lyon-Annonay		1.000.000
— Nord-Africaine (Société)		1.000.000
Industrielle de Sousse (Société).....		1.000.000
Immobilière du Nord Marocain (Société).....		1.000.000
— Algérienne et Tunisienne (Société).....		600.000
— de Kénitra (Société).....		500.000
— du Nord de la Tunisie (Société).....		400.000
— de Tanger		300.000
Industrie du Bois (Société de l').....		300.000
Imprimerie Rapide Tunis.....		250.000
Immobilière de Rabat (Société).....		100.000
		30.030.000

J

Jacma (Société Marocaine Agricole).....		8.000.000
---	--	-----------

L

Lièges des Hamendas et de la Petite Kabylie (Société des).....	5.711.000
Lièges de la Mamora.....	3.000.000
Lyon-Maroc	1.250.000
Lainière Marocaine (La).....	1.250.000
Lyonnaise du Sebou (Société).....	1.200.000
Lièges (Société pour l'Industrie des).....	1.200.000
Loire-Maroc	1.200.000
Le Bois (Société)	900.000
Lièges de l'Edough (Société des).....	900.000
— du Commerce et de l'Industrie au Maroc.....	350.000
— d'Etudes au Maroc (Société).....	300.000
— de la Chaouia.....	300.000
	17.561.000

M

Minière Franco-Tunisienne (Compagnie).....	5.000.000
Minerais de Fer de Mokta-el-Hadid.....	20.000.000
Marseillaise de Navigation à Vapeur (Compagnie).....	17.500.000
Minerais de Fer de Rouina (Société).....	15.000.000
Moulins de Maghreb.....	12.000.000
Manufacture de Tabacs, Cigares et Cigarettes Bastos.....	11.500.000
Marocaine de Distribution d'Eau, Gaz et Electricité (Société).....	10.000.000
Maritime du Maroc (Compagnie).....	10.000.000
Minerais de Fer (Société Française des).....	10.000.000
Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille-Montagne.....	9.000.000
Moulins du Maroc (Grands).....	8.000.000
Mines de Boudjoudoun.....	8.000.000
Mines de Douaria (Compagnie des).....	6.000.000
Mines de Zinc de Guerpour (Société des).....	6.000.000
Maroc Agricole et Commercial (Le).....	5.000.000
Mines Réunies (Les).....	5.000.000
Minière Franco-Tunisienne (Compagnie).....	5.000.000
Mines de Zaccar.....	4.000.000
Marocaine d'Approvisionnement (Société).....	4.000.000
Mérinos Marocain (Le).....	4.000.000
Minière du Kanguet (Société).....	4.000.000
Mines du Djebel Sekarna.....	4.000.000
Mines de Bou-Taleb (Société).....	3.750.000
Mines d'Ain-Barbar (Compagnie des).....	3.500.000
Mines du Djebel-Ressas (Compagnie).....	3.500.000
Minière Franco-Africaine (Société).....	3.500.000
Métallurgique et Minière Franco-Marocaine (Compagnie).....	3.300.000
Mines de Sidi-bou-Aaouane (Société des).....	3.300.000
Minière du Djemli.....	3.200.000
Mines de Zinc d'Ain-Areo.....	3.000.000
Marocaine Métallurgique (Société).....	3.000.000
Minière du Djebel-Lorbeus.....	2.750.000
Mines du Garn-Alfaya.....	2.600.000
	218.400.000

Réport : 218.400.000

Mines de fer de Larrate.....	2.500.000
Magasins Généraux et Warrants du Maroc (Société des).....	2.000.000
Maroc (Compagnie du)	2.000.000
Marocaine de Travaux Publics (Société).....	2.000.000
Marocaine des Immeubles Urbains (Société).....	2.000.000
Marocaine et Immobilière Dar-el-Beida.....	2.000.000
Maroc Occidental (Société Française du).....	2.000.000
Meunière Marocaine (Société).....	2.000.000
Moulins Chérifiens (Société des)	2.000.000
Mines du Djebel-Kebouch.....	2.000.000
Marocaine d'Explosifs et d'Accessoires de Mines.....	2.000.000
— de fer de Millianah.....	1.900.000
— de Chabet-Kohol	1.800.000
— de Fedj-el-Adoum	1.800.000
— de fer des Djebel-Slata.....	1.500.000
— du Kef-Chambi	1.500.000
— de fer de Kroumirie.....	1.500.000
Minière Française au Maroc.....	1.500.000
Mines d'Ouasta et Messoula.....	1.500.000
Métallurgique de Mégrine (Société).....	1.500.000
Manutention Marocaine (La)	1.500.000
Messageries Chérifiennes (Compagnie des).....	1.250.000
Mines de Masser et Maazis.....	1.250.000
Marocaine d'Eclairage et de Force (Société).....	1.200.000
Magasins Généraux (Société Tunisienne de).....	1.000.000
Métallurgique de Tunisie.....	1.000.000
Maroc Immobilier (Le).....	1.000.000
Manufacture Marocaine de Calorifuge et Lièges Agglomérés.....	1.000.000
Manufacture de tapis algériens.....	1.000.000
Mécanique Agricole (Compagnie Générale de).....	1.000.000
Mines des Charren (Société des).....	1.000.000
— de Zinc d'Ain Nouba (Société des).....	1.000.000
— de Chellala (Société des).....	1.000.000
Mines du Maroc (Société Française des).....	1.000.000
— de l'Oranie (Société Française des).....	1.000.000
— d'Oudjda	900.000
Morel-Rivet (Anciens Etablissements).....	700.000
Marocaine de Gaz Comprimé (Société).....	600.000
Mauritania (Société d'Entreprises).....	600.000
Mamoudi (Société du).....	600.000
Mulsant (Société des Etablissements Edouard).....	500.000
Maison Familiale (La).....	400.000
Moulins d'Ebba-Ksour	400.000
Mines de Mar-el-Maden.....	375.000
Messageries du Littoral (Société des).....	325.000
Matériel Agricole et Industriel de Tunisie (Société du).....	300.000
Mines du Djebel-Touila (Société des).....	300.000
— du Zaghouan (Société des).....	300.000
Marocaine d'Elevage	250.000
Motoculture Marocaine (La).....	225.000
Marocaine El Attriat.....	150.000
Mines de Lignite de Marceau.....	105.000

278.630.000

N

Norte Africano Cia.....	Pes.	10.000.000
Nantaise d'Importation au Maroc (cap. obl. 2 millions).....	Fr.	3.700.000
Nébida		2.750.000
Nouvelles Galeries (Cousin).....		2.200.000
Nord-Africaine de Gaz Comprimé.....		1.400.000
— d'Etudes Minières et Industrielles.....		1.250.000
— du Bois (Société).....		800.000
— d'Elevage et d'Exploitation Agricole.....		500.000
Nord-Africain		162.500
Nord-Africaine pour l'Agriculture et l'Industrie (Société).....		100.000
		22.862.000

O

Omnium de France et du Maroc.....		35.000.000
Ouenza (L')		18.000.000
Omnium d'Algérie et de Tunisie (cap. obl. 1 1/2 million).....		7.500.000
— Immobilier Tunisien		4.000.000
— d'Algérie Maroc	Pes.	3.000.000
— Lyonnais et Société Minière du Maroc.....		1.500.000
L'Oum Ra-er-Rebia		1.400.000
Oranaise (L.).....		550.000
Olivettes du Maïana (Les).....		400.000
Office Immobilier Chérifien		360.000
— Chérifien		250.000
Omnium Marocain (Société d'Etudes et d'Entreprises).....		200.000
		72.160.000

P

Paris-Maroc (Société Française) (cap. 15 millions).....		60.000.000
Phosphates Tunisiens (Société des).....		25.000.000
— de Gafsa (Société des).....		36.000.000
— de Constantine (Compagnie des).....		20.000.000
— du Djebel-Mdila		16.000.000
— du Mzaïta		10.000.000
— du Dyr		10.000.000
— de l'Afrique du Nord (Compagnie des).....		5.000.000
Ports Marocains de Mchédya, Kénitra, Rabat, Salé (cap. obl. 67 millions)		5.000.000
Port de Bizerte (Compagnie du) (cap. obl. 3 1/2 millions).....		4.000.000
Port de Fedalah (cap. obl. 7.850.000).....		3.500.000
Ports de Tunis, Sousse et Sfax (cap. obl. 16 millions).....		3.000.000
Phosphates (Compagnie Centrale des).....		2.321.750
— des Quartane		2.000.000
— d'Ain-Kermà		2.000.000
— de Tebessa (Compagnie Française des).....		1.620.000
— de Tunisie (Société Française d'Etudes et d'Expertises).....		1.500.000
		206.941.750

	Report : 206.941.750
Phosphatiers de Bodj B'dir (Gisements).....	1.600.000
Pêcheries et Conserves au Maroc (Société Générale des).....	1.200.000
Pharmacie Générale de l'Afrique du Nord.....	1.200.000
Phosphates de la Siliana (Société Française des).....	1.000.000
— (Compagnie Algérienne des).....	1.000.000
Produits Tartriques Algériens (Société Anonyme).....	1.000.000
Pêches et de Salaisons (Compagnie Marocaine de).....	1.000.000
Pêcheries Marocaines	860.000
Phosphates du Maadid.....	400.000
— du Djebel-Onk	200.000
Paris Flor.	300.000
	216.701.750

R

Royale Asturienne des Mines (Compagnie) (cap. obl. 15 millions)..	18.000.000
Recherches et de Forages (Société de).....	10.000.000
Régie Marocaine (La).....	1.500.000
Roannaise (Société) des Fermes de l'Afrique du Nord.....	1.500.000
Régionaux du Maroc (Société des Grands).....	1.250.000
Rharb et Khlout.....	900.000
Raymond (Société Anonyme).....	200.000
	33.350.000

S

Sebou (Compagnie du).....	8.000.000
Souk-el-Khemis	5.000.000
Scieries de l'Atlas (Compagnie Marocaine des).....	4.000.000
Successeurs de J. J. Lasalle (Les).....	3.500.000
Schuwick et Baizeau (Etablissements).....	2.000.000
Syndicat Général pour le Maroc.....	1.250.000
— Lyonnais Nord-Africain	500.000
Socolo (Société des Constructions et Lotissements Urbains).....	500.000
	21.750.000

T

Tramways de Tunis (Compagnie des).....	12.000.000
Transport et de Tourisme au Maroc (Compagnie Générale).....	8.000.000
Tabacs au Maroc (Société int. de régie co-intéres.) (cap. obl. 10 millions)	8.000.000
Tramways Electriques d'Oran (Compagnie).....	5.000.000
— et Autobus de Casablanca (Compagnie des).....	3.000.000
Transports Automobiles (Compagnie Générale des).....	3.000.000
Tonnellerie Mécanique de l'Afrique du Nord.....	3.000.000
Tramways Algériens (Société des) (cap. obl. 2.253.000).....	2.600.000
Tuileries de Tanger (Société des).....	2.500.000
Tunisaise Industrielle. (La).....	2.500.000
	49.600.000

	Report :	49.600.000
Tunisienne Minière et Métallurgique (Société).....		2.000.000
Tunisienne Foncière et Agricole (Société).....		2.000.000
Tanit		1.500.000
Tunisienne des Lineries Feuillette (Société).....		1.500.000
Tuileries et Briquetteries du Sahel.....		1.500.000
Tuileries et plâtrières de Casablanca.....		1.500.000
Tramways et Messageries du Sahel.....		1.200.000
Thermes d'Hamman-Righa		1.000.000
Tunisienne d'Engrais (Société).....		1.000.000
Théâtre de l'Alhambra.....		800.000
Tramways de Bône à La Calle.....		600.000
— Électriques de Constantine.....		500.000
Transports Chérifiens		500.000
Tuileries et Briquetteries de Melz el Djemil.....		480.000
Tunisienne Automobile		400.000
Tomatum (Le).....		400.000
Tabacs Algériens		400.000
Transport du Sud Algérien.....		400.000
Tapis du Marabout (Société des).....		250.000
Transit et d'Entrepôt (Société de).....		200.000
		67.730.000

U

Union Commerciale Indo-Chinoise et Africaine.....	25.000.000
— des Mines Marocaines.....	2.000.000
Usines des Dunes de Cheragas.....	1.000.000
Union Agricole d'Afrique (L').....	1.000.000
— Financière pour la Construction au Maroc.....	500.000
— Commerciale des Producteurs (L').....	500.000
	30.000.000

Valeurs de l'A. O. F. et de l'A. E. F.

Etablissements Barthès-Lesieur	32.000.000
Société Commerciale de l'Ouest Africain.....	30.000.000
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.....	25.000.000
Banque Française de l'Afrique Equatoriale.....	25.000.000
Compagnie Forestière Sangha-Oubanghi.....	24.000.000
Société Commerciale et Agricole du Haut-Ougoué....	16.000.000
Compagnie Bordelaise des Comptoirs Africains.....	15.000.000
Compagnie Africaine de Commerce (Anciens Etablisse- ments Lecomte)	15.000.000
Compagnie des Aciéries Africaines.....	1.300.000
Compagnie Minière du Congo Français.....	12.500.000
Société Textile de l'Afrique Française (La Financière des Colonies)	12.000.000
Société Minière et Foncière de Bandamé.....	12.000.000
Compagnie Générale de l'Afrique Française.....	10.000.000
Etablissements Maurel et Prom.....	10.000.000
Compagnie Française de Kong.....	8.200.000
Société des Huileries Africaines.....	8.000.000
Etablissements Peyrissac et Cie (Compagnie Coloniale de l'Afrique Française).....	8.000.000
Compagnie Générale des Bois Coloniaux.....	8.000.000
Nouvelle Société Commerciale Africaine.....	8.000.000
Compagnie de Navigation Coloniale.....	7.500.000
Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique	7.000.000
Compagnie Française des Chemins de Fer du Dahomey	6.400.000
Société Commerciale et Industrielle des Palmeraies Africaines	6.000.000
S. A. F. I. A. (Société Commerciale et Agricole de l'Afrique Française)	6.000.000
Compagnie du Chemin de Fer de Dakar à Saint-Louis	5.081.000
Compagnie d'Exploitation Forestière Africaine.....	5.000.000
Société Industrielle de la Grande Pêche.....	5.000.000
Société Anonyme Industrielle du Bas Ogooué.....	5.000.000
Société Nationale du Cameroun.....	5.000.000
Compagnie Générale des Comptoirs Africains.....	5.000.000
Société Commerciale Africaine d'Exportations et d'Im- portations	5.000.000
Etablissements Roux-Baudrand Frères.....	5.000.000
Etablissements Salagua	4.500.000
Compagnie Coloniale de La Bia.....	4.500.000
Société Donnefort et Cie (Grand-Bassam).....	4.200.000
Société Française pour l'Exploitation et le Commerce des Bois Exotiques.....	4.000.000
Société Anonyme des Anciens Etablissements Dupuy	4.000.000
Société Morosoni	4.000.000
Sultanats du Haut-Oubanghi	3.600.000
Compagnie Forestière de l'Afrique Française.....	3.500.000
Compagnie des Mines de la Falémé.....	3.500.000
Compagnie de Culture Cotonnière du Niger.....	3.400.000

403.881.000

	Report :	403.881.000
Compagnie des Mines de Siguiri.....		3.000.000
Messageries fluviales du Congo.....		3.000.000
Société d'Importation des Bois Exotiques.....		3.000.000
Société Française du Dahomey.....		3.000.000
Etablissements Pozzo di Borgo.....		3.000.000
Comptoirs Réunis de l'Ouest Africain.....		3.000.000
Compagnie de la N'goko Sangha.....		2.750.000
Huilleries Africaines		2.500.000
Société Auxiliaire Africaine.....		2.500.000
La Kotto		2.500.000
Aktiesels, « Congo » Franco-Norvégien.....		2.400.000 Kr. norv.
Macina-Niger		2.000.000
Compagnie Africaine de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture		2.000.000
Compagnie Générale de l'Afrique Equatoriale Française		2.000.000
Société Financière des Palmeraies.....		2.000.000
Société de Bamako.....		2.000.000
Société Industrielle Africaine.....		2.000.000
Société Française du Bas-Congo.....		2.000.000
— — Haut-Congo		2.000.000
La Camayenne		2.000.000
Compagnie Française du Cameroun Nigérien.....		2.000.000
Salins de Sine-Saloum		2.000.000
Société Commerciale du Sénégal.....		2.000.000
Société Commerciale du Soudan Français.....		2.000.000
Compagnie Propriétaire du Koulou-Niari.....		1.800.000
Compagnie Minière de Guinée.....		1.750.000
Salins du Cap Vert.....		1.500.000
Société des Bois Africains.....		1.500.000
Société de Production Industrielle et Agricole.....		1.500.000
Compagnie Coloniale Africaine.....		1.500.000
Société d'Importation de Produits Coloniaux.....		1.500.000
Afrique Minière Equatoriale.....		1.275.000
L'Africaine Française		1.250.000
Compagnie Française des Charbonnages de Dakar...		1.250.000
Compagnie d'Electricité du Sénégal.....		1.250.000
Compagnie Agricole, Commerciale et Industrielle de la Léfini		1.200.000
Compagnie Française de l'Ouhané et de la Nana.....		1.200.000
Société Agricole et Commerciale de l'Alima.....		1.200.000
Société Alsacienne de la Côte d'Ivoire.....		1.200.000
Société d'Entreprises Africaines.....		1.200.000
Messageries Africaines		1.200.000
Compagnie Coloniale de la Côte d'Afrique.....		1.150.000
Compagnie Française des Gisements Aurifères du Co- moë		1.150.000
Compagnie du Niger Français.....		1.100.000
L'Occidentale Française		1.000.000
Les Torréfactons Africaines.....		1.000.000
Compagnie Lyonnaise de l'A. E. F.		1.000.000
Société Industrielle et Agricole de la Guinée Française		1.000.000
Société Coloniale pour le Commerce et l'Industrie...		1.000.000
Mines d'Or du Bourré Siéké.....		1.000.000
		493.206.000

	Report :	493.206.000
Compagnie Minière de la Guinée Française.....	1.000.000	
Société Anonyme des Pêcheries Pescada.....	1.000.000	
Société Industrielle d'Outre-Mer.....	1.000.000	
L'Alimaïenne	1.000.000	
Centre Afrique	1.000.000	
Compagnie de la Haute N'Gounié.....	1.000.000	
Compagnie de la N'Kémé et de la N'Kémi.....	1.000.000	
Compagnie Franco-Africaine d'Importations et d'Exportations	1.000.000	
France-Congo	1.000.000	
Société Immobilière de Thiès.....	1.000.000	
Société Coloniale du Soudan Français.....	1.000.000	
Oddos et Cie.....	1.000.000	
Société Bordelaise Forestière (Grand-Bassam).....	900.000	
Société des Cultures de Diakandapé.....	900.000	
Société Saafi-Combo	900.000	
Société agricole du Gabon.....	900.000	
Sénégal	800.000	
Compagnie du Kouango Français.....	800.000	
Société de l'Ougomo.....	800.000	
Société Electrique et Industrielle du Baol.....	750.000	
Syndicat du Réseau Aérien Transafricain.....	720.000	
Etablissements Emile Hubert.....	700.000	
Société Anonyme Coloniale du Haut-Como.....	700.000	
Société de Plantations de l'Afrique Française.....	600.000	
Foufounis Frères	600.000	
Guiraud Frères	600.000	
Compagnie de Navigation et de Transports Congo-Oubanghi	600.000	
Aktiesels Kapet Gabon (Franco-Norvégienne).....	600.000	Kr. norv.
Compagnie Parisienne des Comptoirs Coloniaux.....	600.000	
Compoir Général de l'Afrique Occidentale.....	500.000	
Comptoir Marc Galand.....	500.000	
Compagnie Sénégalaise de Voies Economiques.....	500.000	
Société Africaine Fruitière d'Importation.....	450.000	
Société Forestière et Commerciale du Congo Français	410.000	
Société Commerciale et Industrielle de l'Afrique Occidentale	400.000	
Société de Plantations et d'Exportations Coloniales..	300.000	
Compagnie Industrielle de Produits Coloniaux.....	300.000	
Société Coloniale d'Importations et d'Exportations....	300.000	
Société des Plantations de Mayumba.....	280.000	
Comptoir Général de Représentation pour l'Afrique..	250.000	
L'Union Coloniale de l'Afrique Occidentale.....	250.000	
Société des Plantations de l'Ogooué.....	250.000	
Société d'Etudes Minières de l'Afrique Française.....	200.000	
Société Industrielle du Congo.....	200.000	
Société Minière du Soudan Français.....	160.000	
Société Agricole et Industrielle de l'Ogooué.....	160.000	
Salins de Barguy.....	157.000	
Société des Bois du Cameroun.....	150.000	
Société Forestière du Bandama.....	125.000	
		523.518.000

	Report :	523.518.000
L'Exportateur Congolais		125.000
Société des Forces Hydrauliques de la Guinée Française		100.000
Etablissements John Walker.....		100.000
Compagnie Française de la Côte d'Ivoire.....		100.000
Demangeot Père et Fils.....		79.034
		524.022.034

Valeurs de l'ASIE

		Cap. oblig.
Société Immobilière d'Extrême-Orient.....	30.500.000	
Rizeries d'Extrême-Orient	25.000.000	
Société du Pacifique.....	25.000.000	
Chargeurs d'Extrême-Orient	20.000.000	20.000.000
Compagnie Générale d'Extrême-Orient.....	10.000.000	
Compagnie des Chemins de Fer de l'Indo-Chine et du Yunnan	17.500.000	89.000.000
Compagnie Minière et Métallurgique de l'Indochine..	15.000.000	
Compagnie de Navigation à Vapeur France-Indochine	15.000.000	
Société Coloniale des Grands Magasins.....	12.000.000	
Société Industrielle de Chimie d'Extrême-Orient.....	11.250.000	
Distilleries d'Indochine	11.000.000	
Compagnie des Eaux et d'Electricité d'Indochine.....	10.000.000	
Entreprise de Dragages et de Travaux Publics.....	10.000.000	
Société d'Energie Electrique Indochinoise.....	10.000.000	
Société des Frigorifiques d'Extrême-Orient.....	10.000.000	
Poinsard et Veyret (Comptoir d'Extrême-Orient).....	10.000.000	
Olivier et Cie	10.000.000	
Compagnie Française des Charbonnages du Tonkin..	8.000.000	
L'Est Asiatique Français.....	8.000.000	
Caoutchoucs de l'Indochine.....	8.000.000	
Franco-Asiatique des Pétroles.....	7.500.000	
Etains et Wolframs du Tonkin.....	7.000.000	
La Bien Hoa Industrielle et Forestière.....	6.000.000	
Tabacs de l'Indo-Chine.....	6.000.000	
Compagnie de Commerce et de Navigation d'Extrême- Orient	6.000.000	
Outre-Mer Français	6.000.000	
Compagnie Franco-Indochinoise	6.000.000	
Société Minière du Tonkin.....	5.000.000	2.000.000
Société des Charbonnages du Dong trieu.....	5.000.000	
Société des Anthracites du Tonkin.....	5.000.000	
Société Indochinoise d'Eclairage et de Force.....	5.000.000	
Société des Rizeries de la Seine.....	4.000.000	
Société Indochinoise de Commerce Agricole et de Fi- nances S. I. C. A. F.	4.000.000	
Rizeries Indochinoises	4.000.000	
Société Franco-Annamite Textile et d'Exploitation....	4.000.000	
Etablissements Dumarest d'Indochine.....	4.000.000	
Société des Hévéas de Tay-Ninh.....	3.800.000	
Rizeries Tong-Wo	3.600.000	
Compagnie Générale des Soies de France et d'Indochine	3.600.000	
Société d'Oxygène et d'Acétylène d'Extrême-Orient..	3.500.000	
Société Cotonnière du Tonkin.....	3.221.350	
Société d'Honquan	3.000.000	
Société des Plantations d'An-Loc.....	3.000.000	
Société Indochinoise d'Electricité.....	2.800.000	
Société Agricole de Susannah.....	2.500.000	3.000.000
Messageries Fluviales de Cochinchine.....	2.500.000	
	349.771.320	114.000.000

Report : 349.771.320 111.000.000

Papeteries d'Indochine	2.500.000	
Société Forestière d'Indochine	2.500.000	
Société Foncière de l'Indochine.....	2.500.000	
Société Française des Tramways de Donai.....	2.500.000	
Compagnie des Chemins de Fer Garantis des Colonies Françaises	2.378.000	4.468.000
Société des Plantations d'Hévéas de Xa-Trach.....	2.300.000	
Les Vitaliments Coloniaux.....	2.250.000	
Compagnie des Tramways de l'Indochine.....	2.150.000	
Société des Mines de Trang Da.....	2.050.000	
Société des Ciments Portland d'Indochine.....	2.000.000	
Compagnie de Navigation Franco-Chinoise.....	2.000.000	
Savana (Société de Filatures et de Tissages Mécaniques)	2.000.000	
Société Immobilière de l'Indochine.....	2.000.000	
Société Générale et Industrielle de Chandernagor....	1.800.000	
Société Agricole, Commerciale et Industrielle de l'Indochine	1.800.000	
Société des Etablissements Delignon.....	1.775.000	
Société Asiatique des Boissons Indigènes.....	1.750.000	
Société Indochinoise des Allumettes.....	1.600.000	
Société d'Entreprises et d'Exploitations en Indochine	1.500.000	
Société Minière de Thanh Moi.....	1.500.000	
Société Marseillaise d'Outremer.....	1.500.000	
Société Anonyme des Plantations de Caoutchouc de Cochinchine	1.500.000	
Société des Domaines de Ké Bao.....	1.250.000	
Rizeries de Jonques.....	1.205.000	
Société Agricole de Thanh-Tuy-Ha.....	1.200.000	
Compagnie Coloniale Française d'Extrême-Orient....	1.100.000	
Société des Laques Indochinoises.....	1.075.000	
Compagnie Forestière du Mé-Kong.....	1.000.000	
Société Anonyme de Pho-Quoc.....	1.000.000	
Société Forestière de l'Annam.....	1.000.000	
Société des Plantations de Courtenay.....	1.000.000	
La Gomme Laque J.-B. (La-pho).....	1.000.000	
Société d'Etudes Minières en Indochine.....	1.000.000	
Société des Scieries et des Allumettes de Thanh-Hoa..	1.000.000	
Société Commerciale Française de l'Indochine.....	1.000.000	
Société d'Expansion Française en Extrême-Orient....	1.000.000	
Compagnie Maritime Indochinoise.....	1.000.000	
Société d'Entreprises Asiatiques.....	1.000.000	
Société Anonyme des Tuileries de l'Indochine.....	1.000.000	
Compagnie de la Chine et des Indes.....	1.000.000	
Compagnie d'Exportation d'Extrême-Orient.....	1.000.000	
Société des Distilleries du Tonkin.....	1.000.000	
Société Industrielle et Commerciale de l'Annam.....	1.000.000	
Société Anonyme des Huileries et Savonneries d'Extrême-Orient	800.000	
Société des Pulpes et Papeteries du Tonkin.....	760.000	
Société des Automobiles et Cycles de l'Indochine.....	725.000	
Société des Mines Pac-Van.....	700.000	
Société Minière de Yen Linh.....	700.000	
	419.139.350	118.468.000

Report : 419.139.350 118.468.000

Société des Mines du Pia Ouac.....	650.000
Etablissements Bogaërt	600.000
Siam et Malaisie.....	600.000
Imprimerie d'Extrême-Orient	600.000
Société des Tanneries de l'Indo-Chine.....	500.000
Compagnie Coloniale d'Exportation.....	500.000
Etienne Comte et Cie.....	500.000
Compagnie Minière de Bong Miù.....	500.000
Compagnie tonkinoise des Tramways à Vapeur sur Route	500.000
Société des Plantations de la Route Haute.....	500.000
Filatures et Tissages Gaëblé.....	480.000
Société des Transports Automobiles Indochinois.....	471.250
Société d'Exploration en Indochine.....	450.000
Rizeries du Tonkin.....	400.000
Comptoir Commercial des Caoutchoucs de Cochinchine	400.000
Société des Mines d'Etain du Haut-Tonkin.....	375.000
Société Industrielle des Pêcheurs de la Côte d'Annam	375.000
Société des Chaux Hydrauliques de Lang-tho.....	300.000
Huilerie de Saïgon.....	250.000
Compagnie Française d'Explosifs en Extrême-Orient..	225.000
Société Indochinoise de Culture et de Commerce.....	200.000
Société Civile des Rizières Franco-Annamites.....	160.000
Crédit Foncier d'Indochine.....	100.000
Société d'Etudes et d'Exploitation Minière de l'Indo- chine	100.000
Office Commercial Asiatique.....	100.000
Société Indochinoise de Verreries et Produits Chi- miques	100.000
Société des Phosphates du Tonkin.....	100.000
Société Franco-Cambodgienne p. la Filature de la Soie	160.000
Société Française de Colonisation en Annam Tonkin..	70.000
Société d'Etudes du Tramway de Bencat.....	50.000

429.375.600

Brossard et Mopin.....	Piastres	900.000
Manufacture Cochinchinoise des Tabacs.....		570.000
Société Franco-Belge d'Extrême-Orient.....		500.000
Société des Ateliers Maritimes d'Haïphong.....		400.000
Société des Plantations de Xuan-Loc.....		400.000
Compagnie Internationale de Transit à Saïgon.....		250.000
Société des Plantations d'Hévéas de Tan-thanh-dong..		245.000
Société Agricole de Cho-Ganh.....		200.000
Société des Distilleries du Centre Annam.....		186.000
Société Française des Distilleries de Battam-bang....		130.000
Société Générale des Hévéas du Dong-Nai.....		126.454
Compagnie Caoutchoutière de Gia-Nham.....		120.000
Société de Binh-Truoc.....		90.000
Messageries Fluviales du Tonkin.....		80.000
Société des Rizeries de l'Annam Tonkin.....		42.000

4.239.454

Valeurs de l'Océanie

		Cap. oblig.
Le Nickel	20.000.000	18.000.000
Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie....	13.000.000	
Comptoirs Français d'Océanie.....	5.000.000	
Société Française des Nouvelles-Hébrides.....	4.200.000	
Compagnie Navale de l'Océanie.....	4.000.000	
Hauts-Fourneaux de Nouméa.....	4.000.000	
Société des Mines nickellifères de Mont d'O.....	4.000.000	
Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete.....	3.000.000	
Société Havraise Calédonienne.....	1.750.000	
Le Chrome	1.740.000	
Société de Ouaco.....	1.200.000	
Compagnie Franco-Tahitienne	1.200.000	
Comptoirs français des Nouvelles-Hébrides.....	1.000.000	
Comptoirs des Mines de Nickel Réunies.....	1.000.000	
Société Cotonnière des Etablissements Français de l'Océanie	800.000	
Société Française des Iles Marquises.....	800.000	
Compagnie Minière Coloniale.....	750.000	
Union Commerciale de Navigation Calédonienne.....	750.000	
Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises mutuelles (s'occupe principalement de l'Océanie).....	725.000	
Savonneries Françaises de l'Océanie.....	600.000	
Société Agricole et Industrielle d'Antinaono.....	574.000	
Le Kaori	520.000	
Société Métallurgique de Tao.....	500.000	
Compagnie Française de Tahiti.....	300.000	
Compagnie des Vapeurs Tahitiens.....	300.000	
Le Chalandage	200.000	
Electricité et Téléphone de Tahiti.....	150.000	
Compagnie Forestière Calédonienne.....	110.000	
Société Anonyme de la Tiébaghi.....	100.000	
Comptoir de Nouméa.....	56.000	
	42.225.000	18.000.000

Valeurs des Gouvernements autonomes et de MADAGASCAR

		Cap. oblig.
Chemin de Fer et Port de la Réunion.....	66.000.000	
Société Commerciale Lambert Rivière.....	25.000.000	5.000.000
Sucreries Coloniales	20.000.000	
Compagnie des Chemins de Fer Ethiopiens de Djibouti à Addis-Abbeba	18.000.000	94.170.000
Compagnie Agricole et Industrielle de Madagascar..	17.600.000	
Compagnie Marseillaise de Madagascar.....	12.500.000	
Ernest Lambert et Cie (Rhum Saint-James).....	10.000.000	
Crédit Foncier Colonial.....	7.200.000	
Société Commerciale d'Abyssinie.....	7.000.000	
Compagnie Lyonnaise de Madagascar.....	6.300.000	
Compagnie de l'Afrique Orientale et Compagnie Mari- time	6.000.000	
Compagnie Occidentale de Madagascar.....	6.000.000	
Société des Graphites l'Ankaratra.....	6.000.000	
Crédit Foncier de Madagascar.....	5.500.000	
Omnium Colonial	5.000.000	
Société Anonyme des Etablissements Gratry.....	5.000.000	
Compagnie Générale Frigorifique.....	5.000.000	
Compagnie de l'Océan Indien.....	5.000.000	
Compagnie d'Etudes et d'Entreprises Coloniales.....	5.000.000	
Banque Auxiliaire Coloniale (Guadeloupe).....	5.000.000	
Comptoirs Coloniaux Chiriz.....	5.000.000	
Compagnie Nosybéenne d'Industrie Agricole.....	3.600.000	
Messageries Françaises de Madagascar.....	3.250.000	
Société des Mines d'Or de l'Andavakoëra.....	3.000.000	
Société Française de Commerce à Madagascar.....	3.000.000	
Société Industrielle et Commerciale de l'Emyrne.....	2.800.000	
Compagnie pour le Développement de l'Agriculture et de l'Elevage à Madagascar.....	2.000.000	
Société d'Etudes et de Recherches Minières du Centre	2.000.000	
Société Forestière de la Guyane Française.....	2.000.000	
Fleuriot Frères	2.000.000	
Compagnie Générale d'Outremer.....	1.600.000	
Compagnie Agricole et Sucrière de Nossi-Bé.....	1.600.000	
Compagnie Sud-Africaine	1.500.000	
Syndicat Mana	1.500.000	
Société des Salines de Djibouti.....	1.500.000	
Transports Aériens Guyanais.....	1.500.000	
Compagnie Coloniale de Madagascar.....	1.300.000	
Les Grands Domaines de Madagascar.....	1.300.000	
Compagnie Marseillaise de Sucreries Coloniales.....	1.300.000	
Compagnie Maritime de Transports Coloniaux.....	1.250.000	
Société Générale de Commerce Extérieur.....	1.200.000	
Société des Sucreries du Moule.....	1.200.000	
La Désirade	1.200.000	
Comptoirs Hesse	1.200.000	
Usines de Sainte-Marie.....	1.200.000	
Usines du Petit-Bourg.....	1.200.000	
	293.300.000	99.170.000

Report : 293.300.000

Usines du François.....	1.200.000
Usines de la Rivière Salée.....	1.161.000
Société Franco-Coloniale Antillaise.....	1.100.000
Syndicat Lyonnais de Madagascar.....	1.100.000
Société Commerciale des Antilles.....	1.000.000
Graphites Maskar	1.000.000
Société Bourbonnaise de Crédit (La Réunion).....	1.000.000
L'Agricole de Madagascar.....	1.000.000
Société du Wharf de Tamatave.....	1.000.000
Société des Magasins Généraux et Entrepôts de Madagascar	1.000.000
Compagnie Foncière et Minière de Madagascar.....	1.000.000
Société Industrielle, Commerciale et Minière de Madagascar	1.000.000
Société Industrielle et Agricole de Pointe-à-Pitre.....	960.000
Société Coloniale de Bang-Bao.....	960.000
Compagnie Antillaise	850.000
Usines de Basse-Pointe	700.000
Société des Usines de Beauport (Guadeloupe).....	600.000
Société Française d'Exploitation aurifère.....	555.000
Union Minière et Industrielle.....	500.000
Compagnie Générale de Produits Alimentaires.....	500.000
Société Anonyme d'Electricité de la Guadeloupe.....	500.000
Société Française de Navigation et de Transports de la Guyane (Tanon et Cie).....	400.000
Compagnie Sambiranaise	400.000
Société de Batelage de la Côte Ouest de Madagascar..	400.000
Société de Charbonnages et de Batelage de Diégo-Suarez	360.000
Anjoulat Frères	326.000
Société des Fécularies de Mangoro.....	275.000
Société d'Electricité de Majunga.....	275.000
Société Nantaise de Culture Coloniale.....	260.000
Société Anonyme de Produits Pharmaceutiques et Chimiques (Guadeloupe)	200.000
Compagnie Agricole des Trois-Rivières.....	200.000
Syndicat des Placers Guyanais.....	150.000
Compagnie des Transports Maritimes de la Guadeloupe	150.000
Guadeloupe-Automobiles	100.000
Rhumeries Réunies de la Guadeloupe.....	100.000
Société des Rhums Karu-Kéra.....	80.000
La Magador	50.000
Société Angevine de Madagascar.....	49.000

215.263.000

Sociétés Françaises et Banques s'occupant des Colonies en général

Banque Nationale Française du Commerce Extérieur..	100.000.000
Compagnie Générale des Colonies.....	10.000.000
Société Générale de Banque pour l'Etranger et les Co- lonies	10.000.000
Société Financière Française et Coloniale.....	10.000.000
Société Française pour le Commerce avec les Colonies et l'Etranger	6.000.000
Banque Centrale de Crédit.....	2.000.000
Crédit International et Colonial pour favoriser le Dé- veloppement du Commerce Extérieur.....	1.375.000
L'Union Industrielle et Coloniale.....	500.000
Banque Coloniale Française	100.000
	151.975.000

Sociétés Françaises possédant des Agences aux Colonies

		Cap. oblig.
Société Générale (Agences dans toute l'Afrique du Nord)	500.000.000	
Comptoir National d'Escompte (Agences dans toute l'Afrique du Nord et à Madagascar).....	200.000.000	
Banque Industrielle de Chine (Agences en Indochine et en Chine	150.000.000	
Société Marseillaise de Crédit.....	75.000.000	
Société pour l'Exploitation des Pétroles (Recherches Pétrolifères à Madagascar).....	70.000.000	
Société Descours-Gabaud (Agences en Indochine et au Maroc	40.000.000	
Société Générale des Etablissements Bergougnan.....	24.375.000	
L'Energie Industrielle	20.000.000	30.000.000
Etablissements Antoine Chiris (Agents et Représen- tants aux Colonies, importation de matières pour parfumerie)	20.000.000	15.000.000
Compagnie Générale Transatlantique.....	20.000.000	
Compagnie Centrale d'Eclairage par le Gaz Lebon....	17.500.000	
Chargeurs Réunis		
Messageries Maritimes		
Compagnie de Navigation Mixte.....	15.000.000	
Société Anonyme des Pêcheries de France.....	15.000.000	
Morue Française de Sécheries de Fécamp (Pêche sur les bancs de Terre-Neuve, St-Pierre-et-Miquelon)	10.000.000	
Compagnie de Navigation Paquet.....	7.000.000	
Arsène Saupiquet (Usines de Conserves à Madagascar)	6.000.000	
Société Rochefortaise de Produits Alimentaires (Usines de Conserves à Madagascar).....	2.300.000	
Société Générale d'Entreprises (Electrification de Che- mins de Fer en A. O. F. et Equipement de chutes d'Eau au Sénégal et au Niger).....		
	1.192.175.000	45.000.000

L'INTÉRÊT DE LA FRANCE

DANS LES

PLACEMENTS COLONIAUX

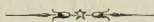


TABLE DES MATIÈRES

I

POSITION DE LA QUESTION

Nécessité de mettre en valeur notre domaine colonial pour substituer aux produits de provenance étrangère les produits de nos colonies. — La situation économique exige l'amélioration de la France. — Le Domaine colonial (Bref résumé historique et dénombrement) doit prolonger l'action et augmenter le rayonnement de la Métropole.

II

Produits coloniaux sur lesquels les efforts commerciaux et financiers de la France pourraient principalement se porter.

III

Réfutation de quelques idées émises sur les dangers actuels de la Colonisation. — Ses avantages.

IV

La Mise en œuvre de notre domaine colonial. — Du rôle des hommes, du rôle de l'Etat (Emprunts coloniaux, Banques d'émission privilégiées), mesures qui faciliteraient la création et le développement des entreprises. — Rôle des capitaux. — Rôle des Banques.

Tableau général des Sociétés coloniales et évaluation des capitaux investis par la France. — Conclusions à tirer de sa lecture : Individualisme, dispersion des efforts. — L'importance de notre action financière coloniale est cependant trop peu connue.

V

Courte comparaison avec l'effort financier des autres pays.

VI

Faut-il admettre les participations étrangères dans la mise en valeur de nos Colonies ?

VII

Des avantages accordés aux Sociétés par certaines législations libérales. (Les Sociétés par actions au Maroc.)

CONCLUSION

ANNEXES

Liste des valeurs françaises coloniales :

Afrique du Nord ;

Afrique Occidentale Française ;

Afrique Equatoriale Française ;

Asie ;

Océanie ;

Gouvernements autonomes et Madagascar.



